

NICARAGUA : face aux difficultés, les Sandinistes prennent le risque de se rendre impopulaires p. 20

lutte **ouvrière**

**Il y a
vingt ans :
l'affaire
Ben Barka**
p. 8

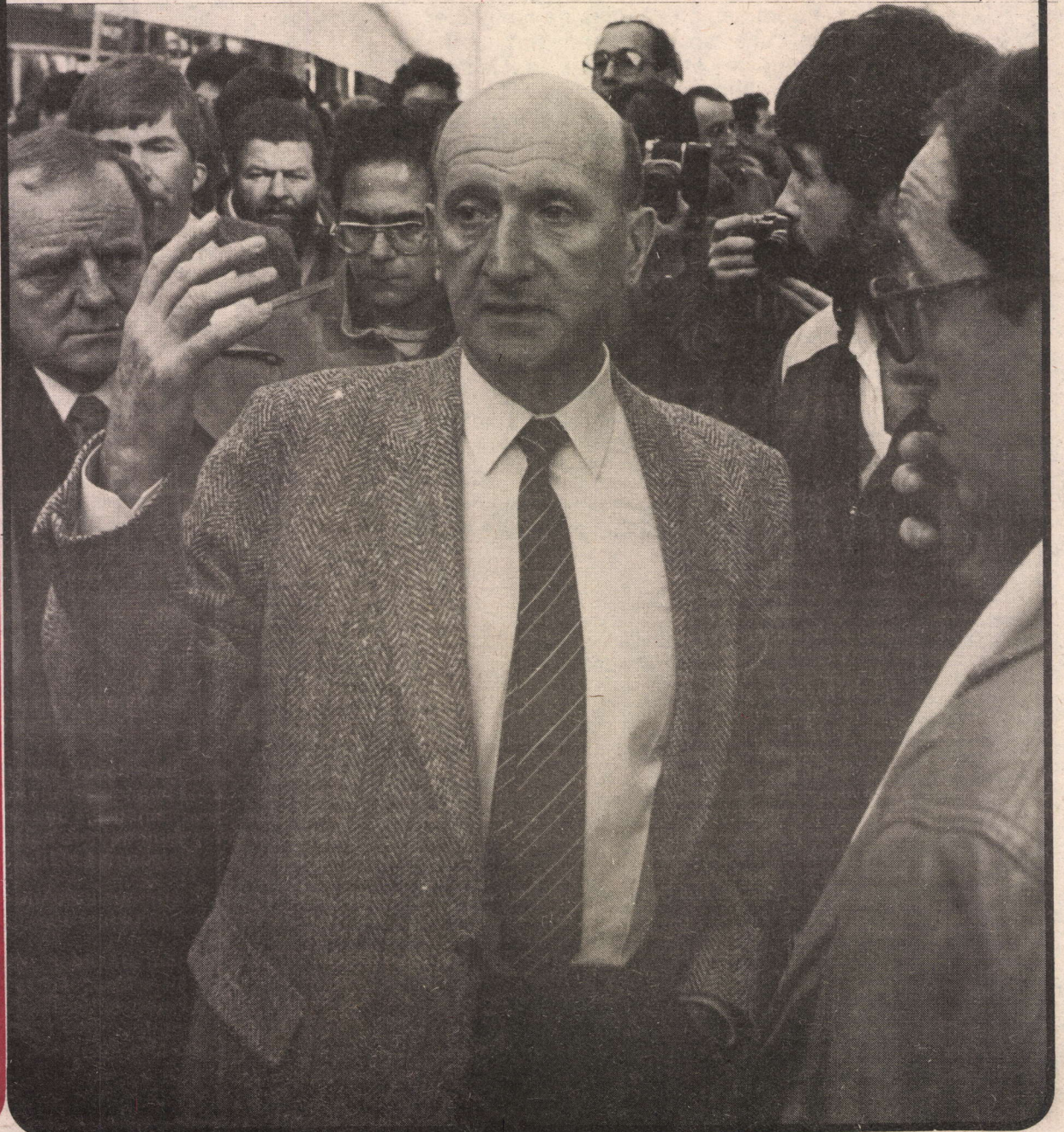
Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 908 - 26 octobre 1985 - prix : 6 F

**Le
Pen,
ou le
Dupont-
la joie
million-
naire !**

p. 3

La CGT peu suivie :

**les travailleurs n'ont plus
confiance dans les syndicats,
mais ils peuvent encore
réserver des surprises
aux patrons**



sommaire

Dans le monde

Page 6 :

- ONU : quarante ans d'hypocrisie.
- Manifestation en Egypte : la piraterie de Reagan compromet ses alliés.
- Martinique : la soldatesque française à l'œuvre.

Page 7 :

- Papandréou se fait mal voir par les Grecs.
- Roumanie : l'armée chargée de galvaniser les énergies.
- Turquie : un pays aux arrêts.

Page 8 :

- Il y a 20 ans : l'affaire Ben Barka.

Page 9 :

- L'automobile aux USA : les profits de la crise.
- Les trusts de l'automobile : une passion pour la crise.
- Aux USA « Tapie » se dit « Iacocca ».

En France

Page 10 :

- Dénationalisations : les fantasmes de la droite.
- Les 200 familles, ça existe.

DANS LES ENTREPRISES

Page 11 :

- La reprise du travail à Renault-Billancourt.
- Editio des bulletins : la lutte paie parfois mal, mais la résignation coûte toujours plus cher.

Page 12 :

- ANPE : tracasseries administratives et manque de personnel ne facilitent pas la vie aux chômeurs.
- Ducellier ; Actel (Poitiers).

Page 13 :

- CFEC (Gennevilliers) ; Thomson-CSF Téléphone (Boulogne-Billancourt) ; PTT (Lyon).

Page 14 :

- Ateliers clandestins et fausses factures : les employés de banque servent de bouc émissaire.
- CHR (Lille) ; Essilor (Dijon) ; Hôpital Sainte-Anne (Paris).

Page 15 :

- Les congés formation-conversion dans la sidérurgie.
- Tréfilages Rivière (Oise) ; Unimétal (Neuves-Maisons).

Page 16 :

- CIT Alcatel (Ormes-Orléans) ; URSSAF (Montreuil).

Culture

Page 17 :

- Livres : A propos de la réédition des romans d'Howard Fast et d'Arthur Koestler.

Page 18 :

- Livres : L'histoire au jour le jour Le Monde - dossiers et documents. La vie quotidienne en Nouvelle-Calédonie de 1850 à nos jours de Jacqueline Sènès.

Page 19 :

- Films : Papa est en voyage d'affaires ; On ne meurt que deux fois ; Rambo II, la mission.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A. — BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.

SARL au capital de 20 000 F. — Durée : cinquante ans. — Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.

Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.

Tirage : 15 000 exemplaires.

Composition : Presse Photo-Compo, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, Paris 11^e.

Impression : Les Marchés de France, Gonesse (Val d'Oise).

Commission Paritaire des Publications n° 64 995.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.
Virements postaux à : Michel RODINSON,
CCP PARIS 6 851 10 R.

Fabius rayonne

Fabius est allé à Mururoa assister à l'explosion nucléaire souterraine.

Après l'affaire Greenpeace et le coulage d'Hernu, on a dû juger que la présence du nouveau ministre de la Défense, Quilès, ne suffisait pas à relever le prestige de la France dans cette région du monde. Alors on a déplacé le Premier ministre qui a réaffirmé « l'attachement de la France à la politique de dissuasion nucléaire ».

Pour faire bonne mesure, Fabius a emmené dans ses bagages quelques parlementaires, du PS bien sûr, mais aussi quelques UDF et même un apparenté RPR. Voilà une cohabitation anticipée qui montre que le Premier ministre a des atomes crochus avec tout le

monde et, quatre jours avant sa confrontation télévisée avec Chirac, est destinée à lui fournir quelques munitions. Fabius a d'ailleurs insisté sur la présence des parlementaires de l'opposition en déclarant : « J'en suis heureux parce que cela veut dire que la politique de dissuasion est au-delà des partis ». Elle peut, en tout cas, avoir quelques retombées... électorales.

Seule réticence : le Premier ministre n'a pas promis aux journalistes qui l'interrogeaient qu'il irait se baigner dans le lagon après l'explosion. Il hésite. On le comprend : le dernier qui l'a fait, c'est Hernu...

Sylvie MARECHAL

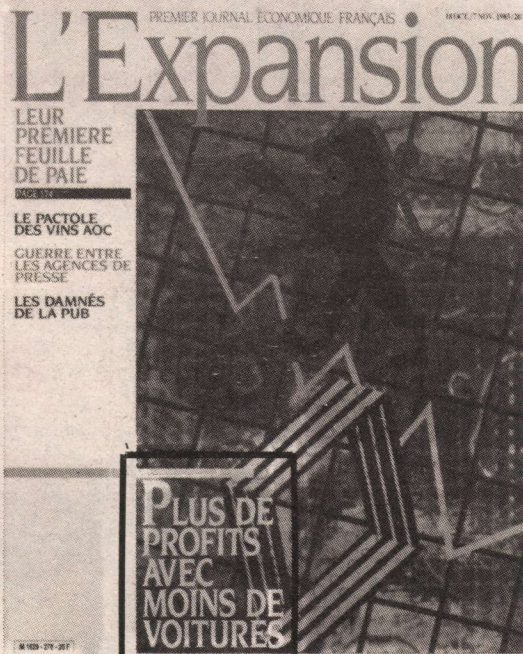
En bref...

Les héros du capital

Jacques Calvet, le P-DG du groupe PSA (Peugeot-Citroën-Talbot), a été désigné par le journal *Le Nouvel Economiste* comme le « manager de l'année 1985 ». Il a en effet dirigé le redressement financier des entreprises PSA qui sont actuellement en équilibre, et devraient l'an prochain, c'est du moins l'espoir de leur P-DG, dégager des profits.

Ce pseudo-miracle a été obtenu d'une manière toute simple : en empochant des subventions de l'Etat et en supprimant des postes de travail à tour de bras. Les licenciements chez Talbot, c'était Calvet. Les futurs 9 000 suppressions d'emplois annoncées chez PSA, c'est encore lui.

Les bourgeois qui ont la cote, ce sont les Tapie, les Besse, les Calvet, ceux qui veulent profiter davantage en fabriquant moins, et qui sont compétents, sinon dans la production de voitures, du moins dans celle de profits et de chômeurs.



La Une de *L'Expansion* (18/10/1985) qui vante la recette de Peugeot, de Renault et plus généralement de toute la bourgeoisie.

Toute honte bue

En définitive les trois vainqueurs du grand prix automobile de Kyalami en Afrique du Sud se sont fait photographier en train de déboucher des bouteilles de champagne. Le troisième, Alain Prost, avait pourtant déclaré qu'il n'allait à Kyalami que contraint et forcé par le contrat qui le liait à son employeur MacLaren, et qu'il ne monterait pas sur le podium. Non seulement il y est monté, mais champagne en main. C'est, a-t-il tenté de se justifier, pour protester contre les pressions de tous ceux qui lui avaient demandé jusqu'au dernier moment de renoncer à courir. Il n'a pas supporté. Il a déclaré que dans la course il avait risqué sa vie durant deux heures.

Sans doute. Mais en Afrique du Sud, il y en a des millions qui risquent leur peau autrement plus longtemps, et pour des raisons autrement valables.

Une droguée sans rémission

A quoi sert Huguette Bouchardeau ? A défendre l'environnement ? Sûrement pas ! A chaque fois que l'environnement est menacé (affaire Greenpeace, par exemple) on entendrait une mouche voler au ministère. Mais pour ramener quelques voix au PS, ou tenter de le faire...

Elle vient donc de lancer un mouvement baptisé « Libre gauche » afin de rassembler « des gens qui vont organiser des débats et qui se joindront aux autres forces de gauche dans la campagne des élections législatives ».

Bouchardeau troque son ex-langage à destination d'écologistes pour un langage à destination d'ex-alcoolos : « Il faut aller jusqu'au bout de la cure de désintoxication que l'exercice du pouvoir a infligé à la gauche ». On ignore si Bouchardeau sera désintoxiquée en mars prochain. Mais il y a belle lurette que les travailleurs sont dégrisés.

Super-pétroliers : une fin si terne

Les deux plus grands pétroliers du monde, des navires de 550 000 tonnes, le *Bellamy* et le *Batillus*, appartenant à la Shell française, vont être vendus à des ferrailleurs. Ils avaient été construits en 1976 par les Chantiers de l'Atlantique, à Saint-Nazaire, et étaient désarmés dans un fjord norvégien depuis plus de deux ans. En définitive, ils auront navigué huit ans à peine, avaient coûté 576 et 600 millions de francs et seront revendus pour moins de 75 millions de francs pièce. Une question : combien l'Etat, c'est-à-dire les contribuables, ont-ils payé pour soutenir les patrons de la construction navale ? Il y a la crise, certes, mais qui paye le gâchis ?

Comment devenir une épouse juive ?

La vague d'intégrisme religieux qui sévit de Qom au Vatican n'épargne pas les synagogues. On réajuste toutes les calottes. En France aussi les rabbins « durs » font la guerre aux libéraux. En particulier sur la question des mariages mixtes. De temps en temps le conjoint ou la conjointe se convertissent, sincèrement ou non, à la religion juive. Mais le grand rabbin de France et le tribunal rabbinique de Paris ont décidé de refuser les conversions pour convenance personnelle. Il ne faut pas tricher avec Jehovah.

Le sort a voulu que la nouvelle épouse du baron Eric de Rothschild choisisse ce mauvais moment pour se convertir.

Le tribunal rabbinique a refusé. Pour l'exemple ! Mais chez les Rothschild, on n'est pas des moutons : le baron Eric a réussi à obtenir l'autorisation du tribunal rabbinique de Kénitra, au Maroc.

Une médaille pour deux billes

Huit CRS ont reçu une médaille des mains du ministre socialiste de l'Intérieur Pierre Joxe. Ils s'étaient, paraît-il, distingués à l'usine SKF d'Ivry pas en serrant des boulons, simplement en intervenant contre des militants de la CGT et en récupérant quelques projectiles sur leurs casques. La police d'aujourd'hui a les héros qu'elle peut.

Et puis, les CRS ont toujours été les petits chéris des socialistes. Il ne faut pas grand-chose pour qu'on les bombarde de médailles.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes(1) :

LUTTE OUVRIÈRE

pour une période de un an : 180 F

pour une période de six mois : 95 F

NOM _____

PRENOM _____

ADRESSE _____

Code postal _____

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R. A expédier à Lutte Ouvrière BP 233 75 865 Paris Cedex 18

(1) : Rayer les mentions inutiles

Le Pen, ou le Dupont-Lajoie millionnaire

Il a fallu la mise à jour de la situation financière de Le Pen, après l'émission d'Antenne 2 où il avait nié être une grande fortune, pour qu'on apprenne justement que ce défenseur de la pureté des quartiers populaires, ce champion de la sécurité dans les ceintures de banlieue, était un millionnaire depuis qu'il avait hérité — seul dieu Bacchus sait comment — d'une partie de la fortune de la famille des Ciments Lambert.

Voilà, l'apôtre de la France aux Français, l'ami des bistrots du coin, le défenseur de ceux des chômeurs qui croient l'être parce qu'un immigré leur prendrait leur travail, ce Le Pen des Français moyens non seulement est une grande fortune mais une fortune construite avec la sueur de milliers d'immigrés.

Car les cimentiers, justement, que ce soient les Lambert, les Polliet ou les Lafarge, ont été parmi les premiers utilisateurs de main-d'œuvre étrangère, en tout cas parmi les principaux.

Il n'est que de voir les cimenteries et les plâtreries de la région parisienne et d'un peu partout en France pour voir avec quelle main-d'œuvre ces fortunes-là se sont construites, et se reproduisent encore.

Hubert Lambert, dont hérita Le Pen, était fils du « roi du ciment » dont les usines de Cormeilles-en-Parisis symbolisèrent la France industrielle du début du vingtième siècle, nous dit la presse. Eh oui ! Cela a commencé bien avant la Première Guerre mondiale, avec des travailleurs venus d'Asie ou des colonies de l'époque. Et après la Deuxième Guerre mondiale, les cimenteries et bien d'autres usines tournèrent avec des travailleurs maghrébins, marocains, ou africains.

Et dans ce type d'usine, on n'est pas seulement exploité, on y perd aussi un peu, un peu beaucoup ses poumons.

Mais non, Le Pen n'est pas regardant. L'argent pour lui n'a pas plus d'odeur que de nationalité.

Il n'a pas refusé cet héritage pourtant « impur » du point de vue qu'il professe. Il l'a si peu refusé qu'il l'aurait lui-même, paraît-il, un petit peu provoqué.

Le Pen n'est pas non plus à un mensonge près. C'était la deuxième « Heure de vérité » qu'on lui demandait dans sa carrière. Mais une heure à dire la vérité, et elle seule, il faut croire que c'était trop long, il n'a pas tenu !

Le personnage, certes, est ce qu'il est. Il n'est pas tout neuf, d'ailleurs. Voilà déjà 30 ans qu'il a commencé à hanter les couloirs du Palais-Bourbon comme député, et qu'il a tenté de faire son chemin politique dans les périodes troubles des guerres d'Indochine et d'Algérie. C'est le type d'homme qui pousse et fleurit sur un fumier particulier, celui des guerres indignes et des défaites sans gloire. Et aujourd'hui, ce qui peut surprendre, ce n'est pas de découvrir le personnage, c'est que ce personnage ni neuf ni reluisant puisse représenter un avenir possible pour une fraction de l'opinion et de l'électorat.

Là encore, c'est sur une défaite que Le Pen a poussé. Sur la défaite de ce gouvernement qui s'est présenté avec un visage de gauche pour berner les travailleurs, les électeurs. Un gouvernement qui non seulement s'est déconsidéré mais a déconsidéré les idées sur lesquelles il prétendait s'appuyer.

Alors, la droite parlementaire qu'on a vue à l'œuvre et la gauche réformatrice qui vient de démontrer de quoi elle n'était pas capable, c'est un monde bien mesquin, un monde pas bien grand, et comme lorsqu'on vide un étang, c'est les Le Pen qui apparaissent.

Voilà où mène la trop grande confiance dans les bulletins de vote et le parlementarisme : à porter sur le devant de la scène les ennemis de la démocratie.

Pour la classe ouvrière, pour les gens vraiment de gauche, il n'y a pas lieu ni de se réjouir ni de pleurer, mais de considérer qu'un jour ou l'autre, il faudra se battre. Pour imposer à la bourgeoisie ce que la gauche au gouvernement n'a ni voulu, ni pu lui imposer. Et pour se défendre, aussi, contre tout ce qui monte, avec et derrière Le Pen : contre la cohorte des petits-bourgeois haineux envers la classe ouvrière ; contre les racistes de tout poil, anti-maghrébins ou antisémites, contre tous les Dupont-Lajoie ou Ducon-La-France.

Arlette LAGUILLER

La CGT peu suivie :

Les travailleurs n'ont plus confiance dans les syndicats, mais ils peuvent encore réserver des surprises aux patrons

Après nous avoir, toute la semaine, monté en épingle ce que la CGT allait faire comme misères à la population — « *Jeudi empoisonné par la CGT* », selon le *Journal du Dimanche* qui concourait pour la palme — la même presse aujourd'hui prend le virage pour dire que rien de cette catastrophe nationale qu'ils préoyaient ne s'était produit. Parce que, selon eux, la CGT, pas suivie, aurait essuyé une défaite.

Cette journée du 24, ça n'a pas été une réussite, mais pas non plus une défaite. Car si elle n'a pas été réellement suivie, dans un certain nombre de secteurs, des travailleurs ont tout de même fait grève, et

n'auraient pas pensé, quelques semaines auparavant, qu'ils auraient pu le faire.

En réalité, dans la situation morale et matérielle dans laquelle se trouve la classe ouvrière, il aurait été étonnant que la journée ait été suivie. La grève Renault n'a pas changé grand-chose au climat de préparation. En particulier à Renault même. Au Mans, la CGT n'a même pas appelé, expliquant dans un tract que « *c'était pour éviter l'affrontement de rancœurs trop fraîches* ». A Billancourt, les seuls à avoir répondu à un appel au débrayage ont été pour l'essentiel les délégués.

Dans cette période, les travailleurs sont déçus, démoralisés, ils ne croient

plus ni dans les partis ni dans les syndicats.

La CGT les incite à réagir, certes, mais pour elle, il ne s'agit pas tellement de les entraîner à la lutte, de faire en sorte qu'ils retrouvent confiance en eux-mêmes, mais il s'agit davantage d'apparaître comme la seule organisation syndicale à se battre, au besoin sans les travailleurs et à leur place. Il s'agit pour la CGT de regagner le crédit qu'elle a perdu.

C'est un pari difficile car la démoralisation est importante. En tout cas, même si les actions de la CGT ne changent pas le rapport de forces — quand bien même l'échec apparent de la journée du 24 pourrait démoraliser

un peu plus, ce qui est loin d'être prouvé — ce n'est certainement pas l'inaction de la CFDT et de FO qui pourrait redonner le moral.

Car il faut bien dire que toutes les tables rondes, les négociations et autres palabres, ne changeront pas le rapport de forces et ne feront pas fléchir la volonté du patronat d'exploiter jusqu'au bout le monde du travail vendu par ceux à qui il avait accordé sa confiance.

Il n'y a que la lutte des travailleurs qui puisse changer les choses. Ce que la droite a su faire, mobiliser dans la rue, la classe ouvrière pourrait le faire. Et elle pourrait le faire avec

une bien plus grande efficacité, parce qu'elle est plus nombreuse, plus disciplinée, plus puissante. Les travailleurs pourraient apprendre à se diriger eux-mêmes, à contrôler leurs propres luttes, pour reprendre confiance en eux-mêmes. Alors, que la bourgeoisie et la droite se réjouissent tant qu'elles en ont la possibilité. La classe ouvrière leur réserve peut-être, après ou avant mars 1986, en dehors des urnes, de sérieuses surprises.

Car la classe ouvrière de ce pays l'a montré bien des fois dans le passé, elle est capable, au niveau de la combativité, de sursauts aussi violents qu'imprévus.

Louis GUILBERT

Le meeting de la LCR du 17 octobre dernier à Paris



L'intervention de notre camarade Arlette Laguiller

Camarades,

Je prends la parole ce soir au nom de Lutte Ouvrière, bien que nous ne partagions pas du tout l'appréciation que portent nos camarades de la LCR sur la recomposition qu'ils croient distinguer dans le mouvement ouvrier, voire sur la possibilité d'offrir une alternative au désarroi politique de la classe ouvrière.

Nous sommes convaincus, nous, qu'il est utopique et faux de chercher une recomposition du mouvement ouvrier parmi les courants divers, écologistes, féministes, pacifistes, antiracistes, régionalistes qui sont peut-être sur les franges du mouvement ouvrier mais n'y appartiennent pas. Des courants dont certains mènent un combat estimable et avec lesquels les révolutionnaires peuvent se retrouver ensemble dans des luttes ponctuelles, mais qui ne sont nullement pour une transformation révolutionnaire, communiste, de la société, quand ils n'y sont pas ouvertement hostiles.

De la désaffection présente des travailleurs à l'égard de la politique, certains concluent qu'il faut renouveler les programmes, innover, en un mot trouver dans d'autres luttes que dans la lutte de classe du prolétariat un moteur à l'histoire.

C'est une des caractéristiques de toute période de recul que de faire naître des vocations de théoriciens, novateurs ou pas, qui découvrent pour la énième fois que la lutte de classe n'existe plus, et que d'autres forces sont appelées à se substituer à la classe ouvrière.

Mais aujourd'hui ce qui a fait faillite, ce sont les illusions de mai 68, mais pas les bases fondamentales du marxisme révolutionnaire. Quel que puisse être l'état de prostration réel ou supposé de la classe ouvrière, elle est, et elle demeure la seule classe révolutionnaire de notre époque, car la seule capable de renverser l'ordre capitaliste et de changer de fond en comble la société.

Ce sont là de vieilles idées ? Oui, certainement, mais qui dureront autant que la bourgeoisie, la classe ouvrière et la lutte de classe qu'elles se livrent.

Ce qui est devenu caduc, c'est la façon dont la petite-bourgeoisie intellectuelle radicale de 1968 voyait le socia-

lisme, la révolution et la lutte des classes. C'est-à-dire, justement, sans le prolétariat : ou plus exactement, mais cela revient au même, sans éprouver le besoin de consacrer toutes les forces, tout l'enthousiasme de la jeunesse estudiantine alors mobilisée, à implanter les idées révolutionnaires dans le prolétariat.

Eh bien, la petite-bourgeoisie intellectuelle a aujourd'hui réintégré le système, même si certains de ses membres, et c'est tout à leur honneur, continuent à militer.

Par contre, la crise, après la démoralisation présente, relancera inévitablement la lutte des classes.

Alors, ce n'est pas le moment d'abandonner, ni même de diluer les idées de la lutte de classe. Et c'est au nom de ces idées que les révolutionnaires doivent chercher à s'implanter dans la classe ouvrière, car c'est cela qui n'a pas été accompli par la génération de mai 68 et qui reste encore à accomplir.

Il n'y a pas, il n'y aura pas de socialisme sans le prolétariat.

C'est bien d'ailleurs pourquoi Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste se retrouveront de toute façon dans l'avenir proche avec tous ceux qui sont prêts à se placer sur ce même programme fondamental.

Ce qui fait la force du Parti Communiste, et qui lui permet de survivre et de rebondir après tant de trahisons, après tant de retournements, après tant de périodes de recul, c'est son implantation dans la classe ouvrière. Alors, c'est avec le Parti Communiste qu'il faut que les révolutionnaires entrent en compétition. C'est l'implantation ouvrière du Parti Communiste que les révolutionnaires doivent être capables de disputer.

La période présente, ne nous faisons pas d'illusions, n'est pas propice aux rassemblements, même minoritaires ; elle est plutôt génératrice de scissions. Et ce sera sans doute pire après mars 1986.

En revanche, c'est une période où l'on peut recruter individuellement pour la révolution des travailleurs conscients et qui se posent les questions que la période pose. Parce que,

C'est sous le signe de la construction d'une « alternative anticapitaliste », regroupant les divers courants « à la gauche de la gauche » que la Ligue Communiste Révolutionnaire organisait, le 17 octobre dernier, à Paris, son meeting de rentrée. Etaient présents à la tribune : un responsable du FLNKS, et des représentants du Parti Socialiste Unifié, du Parti pour une Alternative Communiste et de la Fédération pour une Gauche Alternative. Ces trois dernières organisations étant engagées avec la LCR, dans cette démarche de rassemblement d'une force alternative.

Lutte Ouvrière était présente aussi à ce meeting. Dans le cadre des relations fraternelles et de coopération que LO et la LCR entretiennent, Arlette Laguiller avait été invitée. Nous ne sommes pas partie prenante de la tentative de regroupement auquel la LCR est attachée, et qu'elle croit possible et souhaitable dans la période actuelle. C'est ce sur quoi Arlette Laguiller s'est expliquée, à la tribune où la LCR lui a offert de donner son point de vue. Nous publions ci-dessous l'intervention de notre camarade Arlette Laguiller.

Après l'intervention du représentant du FLNKS, venu évoquer la situation en Nouvelle-Calédonie au lendemain des élections régionales, les représentants du PSU, du PAC et de la FGA ont pris la parole.

Tous trois insistèrent, chacun de leur point de vue, sur la nécessité de regrouper plus largement tous ceux qui, à gauche, désapprouvent la politique suivie depuis

oui... il y a certainement dans le PC, dans le PS, des militants qui essayent de comprendre ce qui est arrivé à la classe ouvrière avec le passage de la gauche au gouvernement, et qui cherchent d'autres solutions que celles qui montrent leur faillite. Mais on ne peut apporter à ceux-là une réponse satisfaisante que sur la base de l'intégralité de nos idées. Et c'est encore avec l'intégralité de nos idées, avec la révolution prolétarienne mondiale, avec l'internationalisme, que l'on peut gagner les plus conscients des jeunes, lycéens ou travailleurs, qui eux, n'ont jamais eu l'occasion d'imaginer autrement la gauche électoraliste que sous le visage écœurant de partis gouvernementaux.

Le travail réel de recrutement, car c'est d'un travail, dur, patient, individuel, qu'il s'agit, le seul qui soit efficace et rentable, nous ne pouvons le faire qu'au nom de notre programme révolutionnaire ! C'est plus difficile, mais c'est non seulement plus riche pour l'avenir, mais plus efficace dans le présent que de faire l'article sur une plate-forme de compromis qui n'intéresse ni ceux qui ne sont pas révolutionnaires, ni ceux qui le sont.

Et pour que les révolutionnaires soient présents au moment où, inévitablement, il y aura une remontée des luttes, il faut qu'ils soient identifiables : que les travailleurs les connaissent comme des militants fidèles à leurs idées révolutionnaires et capables de défendre ces idées, même lorsque cela ne leur vaut pas des succès. C'est là notre tâche, c'est cela l'avenir et nous ne devons pas nous en détourner.

Les échéances électorales qui s'approchent sont une pitié, mais que nous ne devons pas négliger pour autant. La classe ouvrière en sera sans doute encore plus découragée. C'est un fait avec lequel nous devons compter. Mais nous ne

1981. Le représentant de la FGA, en particulier, évoqua explicitement la nécessité de rompre avec les « vieux schémas », avec les analyses « dogmatiques », autrement dit de rompre avec le léninisme, ce qui ne lui valut pas l'assentiment de la salle composée essentiellement de militants et sympathisants trotskystes.

Puis il y eut l'intervention de notre camarade, et celle d'Alain Krivine qui, au nom de la LCR, concluait le meeting. Il fit une analyse de la politique suivie par le gouvernement de gauche depuis 1981, de la situation actuelle et de la politique du Parti Communiste et de la CGT, notamment à partir de l'exemple de la grève Renault.

A propos des prochaines élections, déplorant qu'il ne reste pas assez de temps pour que ce courant alternatif que la Ligue espère regrouper ait la possibilité de se construire à l'échelle nationale, il affirma que là où cela serait possible, localement, la Ligue s'efforcerait de présenter aux élections régionales des listes allant dans le sens d'un tel regroupement. Mais qu'en ce qui concernait les élections législatives, la constitution de listes trotskystes, en accord avec notre courant, lui semblait souhaitable.

Les relations étroites et la collaboration que nous avons avec la Ligue Communiste Révolutionnaire, depuis des années maintenant, suffisent à souligner l'importance qu'a pour nous la discussion au sein du mouvement trotskyste, et en particulier entre nos deux organisations, sur les perspectives des révolutionnaires dans la période à venir.



devons pas y trouver des raisons de nous faire — si peu que ce soit — les défenseurs de la politique de la gauche.

La gauche électoraliste va perdre les élections et ce n'est pas aux révolutionnaires de verser des larmes sur son sort.

Pour notre part, nous pensons qu'il faut que l'extrême-gauche révolutionnaire se présente. Elle a des choses à dire aux travailleurs à un moment où la gauche social-démocrate et stalinienne est en train de démontrer ce qu'elle vaut. Mais pour dire ce que nous avons à dire, et pour le dire clairement, les révolutionnaires doivent se présenter sous leur drapeau.

Nous n'avons pas à nous fondre dans des fronts électoraux qui interdisent aux travailleurs de percevoir ce qui distingue les révolutionnaires de ceux qui ne le sont pas, ceux qui se réclament de la classe ouvrière, de ceux qui ne s'en réclament pas.

Cela ne nous vaudra certainement pas des succès électoraux.

Cela n'attirera pas non plus des travailleurs dans nos rangs.

Pour cela, il faudra que les militants des organisations révolutionnaires démontrent qu'ils méritent la confiance des travailleurs.

Alors oui, nous prévoyons une période où la bourgeoisie tiendra le bon côté du manche et où les travailleurs, même s'ils piquent de temps à autre de salutaires coups de colère, comme viennent de le faire les cheminots, se détourneront de la politique et de l'organisation.

Nous n'avons pas de raison de nous bercer et de bercer les travailleurs de faux espoirs pour la période qui vient.

Mais nous qui sommes dans cette salle, si nous savons, si nous voulons nous mettre au travail et recruter pour la révolution socialiste, en particulier dans la classe ouvrière, à une époque où les organisations réformistes perdent des militants, alors oui, nous contribuerons à changer le rapport de forces entre réformistes et révolutionnaires pour le futur, et alors oui, au moment de la remontée inéluctable des luttes, nos chances seront accrues de diriger les luttes de la classe ouvrière.

Malgré le recul momentané du mouvement ouvrier, nous pourrions peut-être jeter les bases d'un véritable parti révolutionnaire prolétarien. Car ce n'est pas dans les périodes de montée, mais dans celles de recul, que les militants, comme les partis, révolutionnaires, se créent et se trempent.

1986, un handicap pour la course de 1988

Le petit monde des partis que l'on dit grands — par référence à l'appétit et aux dents des notables qui les composent — n'a plus aujourd'hui qu'une idée en tête : la préparation d'élections législatives à l'issue desquelles, selon toute vraisemblance, le Parti Socialiste va perdre la majorité absolue et ne sera probablement pas en mesure, même s'il décidait d'additionner ses élus et ceux du PCF, de former une majorité de gauche.

Les perspectives ainsi ouvertes préoccupent évidemment beaucoup le RPR et l'UDF : si l'équation finale semble connue, il reste encore à déterminer plusieurs inconnues, à savoir quelle sera, à l'arrivée, la part respective des deux partis de droite. Car, bien sûr, derrière les discussions sur les « grandes » idées (dénationalisation, cohabitation, etc.), c'est le problème de la répartition des places susceptibles de se transformer en sièges de députés qui prime. Problème qui vaut également pour le PS et ses alliés (Stirn, Bouchardeau, etc.).

La perspective d'une probable victoire électorale pose cependant un autre problème à la droite. Si le RPR et l'UDF l'emportent en mars, ils formeront le gouvernement avec Mitterrand comme président : c'est ce que l'on appelle la « cohabitation ». En soi, cette cohabitation ne les gênerait guère si, après 1986, il n'y avait les élections présidentielles de 1988 et le risque, pour ces partis, de se déconsidérer par la politique qu'ils seront appelés à mener durant ces deux années.

Evidemment, si Mitterrand démissionnait, s'il était malade, s'il lui poussait au bout du nez, comme à Reagan, quelques cellules cancéreuses... cela arrangerait bien les affaires de Chirac (ou Giscard). Mais pas du tout celles de Barre. Car lui, il a fait le pari de pouvoir se présenter comme un homme « neuf » après deux ans de gouvernement de droite. C'est pour cela qu'il ne cesse de présenter la cohabitation comme ignoble ; les éclaboussures de « l'ignominie », il préfère les laisser à ses rivaux pour pouvoir dire en substance, en 1988 : je vous l'avais bien dit que c'était une mauvaise politique !

A dire vrai, ceux des dirigeants des grands partis de droite qui peuvent espérer devenir président de la

République en 1988, aimeraient bien ne pas être majoritaires en 1986. Mais comment l'expliquer à leurs électeurs, et surtout à leurs candidats-députés, qui se bousculent sur les listes ?

On retrouve de façon quasi-symétrique la même situation à gauche, car ce n'est pas par ses seuls discours que Rocard ressemble à Barre.

Jusqu'à maintenant, Rocard a su mener sa barque ou plutôt ses barques, abandonnant la pirogue PSU, puis la galère gouvernementale, chaque fois qu'il pensait pouvoir se sauver des eaux.

Aujourd'hui, Rocard se présente en « outsider » d'une gauche déconsidérée et comme un recours pour 1988, quand la droite aura perdu une partie de son éventuel crédit après deux ans de gouvernement. Lui aussi pense avoir ses chances... à moins que Fabius ou d'autres ne lui mettent des bâtons dans les roues !

A gauche, le PS s'efforce de sauver les meubles. En mars, s'il pouvait déjà rester le premier parti du pays, cela le contenterait probablement. Peut-être, alors, pourrait-il être encore au gouvernement, avec des hommes dits de gauche ou d'autres, de droite. Rien n'est impossible, car certains préféreraient être ministres dans de telles conditions, pendant deux ans, que plus tard... ou jamais.

Pour le PCF les choses se présentent différemment. « Nous sommes prêts à collaborer loyalement avec d'autres forces politiques, en particulier le PS », a rappelé Marchais, le 20 octobre à Vincennes. C'était surtout pour prendre date. Car la direction du PCF n'attend probablement pas grand-chose des résultats du prochain scrutin. D'une façon plus réaliste, elle songe certainement d'abord à regagner une partie de l'électorat perdu depuis 1981. Si le PC pouvait au moins ne plus continuer à perdre du terrain !

Et pour cela, c'est certain, les dirigeants du PCF ont sans doute plus intérêt à apparaître comme partisans et organisateurs des luttes qu'à invoquer des projets d'alliances gouvernementales. Car cela rappellerait trop ce qu'ils cherchent à faire oublier justement : leur participation, trois ans durant, à la politique anti-ouvrière de l'actuel gouvernement.

Marie-Claude SOLAC

AFRIQUE DU SUD

Les Noirs manifestent dans les quartiers blancs

La pendaison du poète noir Benjamin Moloise, le 18 octobre dernier au matin, dans la prison de Pretoria, a suscité en Afrique du Sud une nouvelle flambée de colère.

Les manifestations ont commencé à Johannesburg dès l'annonce de l'exécution, à l'issue d'une cérémonie à la mémoire du condamné, que la police avait tenté de disperser à l'aide de ses chiens. Et c'est en pleine ville blanche que des milliers de manifestants noirs, sortis des ghettos, déferlèrent, bravant les importantes forces de police. Deux policiers furent grièvement blessés par des manifestants, dont un à coups de couteau. Puis des manifestants ont pris en chasse des passants blancs, brisé des vitrines de magasins, détruit des voitures...

Jusque-là, les manifestations noires, les émeutes étaient restées cantonnées elles-mêmes dans les ghettos, et les affrontements ne concernaient, en quelque sorte, que les Noirs et les forces de répression. Pour la première fois, c'était au cœur même des cités blanches que les manifestants montraient leur colère.

Les partisans de l'Apartheid se croyaient peut-être jusque-là à l'abri, protégés par les barbelés dont ils avaient entouré les ghettos, séparés des manifestants noirs par leurs chiens, leurs policiers et leurs hommes de troupes.

Ils peuvent aujourd'hui avoir peur. Car, même si le régime raciste de Pretoria est toujours debout, s'il est encore capable de tirer dans la foule ou de pendre, l'Apartheid a déjà, d'une certaine façon, volé en éclats : la colère des Noirs, c'est aussi dans les rues bien propres des quartiers résidentiels, aux portes des immeubles modernes des quartiers d'affaires qu'elle peut d'un moment à l'autre faire irruption.

Les hommes d'affaires sud-africains l'ont compris depuis longtemps, eux qui, de toute façon, n'ont pas besoin de la ségrégation raciale pour que leur immense fortune les fasse vivre dans un tout autre monde que les



masses noires. Et c'est même parmi les plus riches d'entre eux que se trouvent les animateurs et bailleurs de fonds du Parti Fédéral Progressiste, parti blanc opposé à l'Apartheid.

Les gouvernements des grandes puissances occidentales aussi ont compris que l'Apartheid était, à terme, condamné. Ils voudraient bien voir Botha cesser de jouer avec le feu en accordant quelques réformes, même s'ils s'abstiennent de toute pression autre que symbolique, pour ne pas accroître les difficultés de leur ami Botha.

Et parmi la petite bourgeoisie ou la classe ouvrière blanche, en est-il aujourd'hui qui, et plus sincèrement que les industriels libéraux, en ont marre de l'Apartheid ? C'est ce qu'on ne sait pas. On sait plutôt qu'une grande masse de petits bourgeois blancs sont racistes, et sont le pilier du gouvernement de Pretoria. Mais jusqu'où sont-ils prêts à défendre l'Apartheid ? Jusqu'à risquer leur propre peau ? Peut-être, mais ce n'est pas sûr.

Pour les petits Blancs d'Afrique du Sud, le temps commence à presser. L'Afrique du Sud est suffisamment grande, elle est suffisamment riche en ressources pour qu'il y ait place sur son sol pour toutes les communautés raciales qui y vivent actuellement. Et cette cohabitation serait même un enrichissement pour le pays, si elle se faisait sur la base d'une égalité sociale et non d'une oppression. Si les petits Blancs, sous prétexte que les lois contre les Noirs et les Métis leur garantissent des privilèges, continuaient à s'accrocher à l'Apar-

theid, ils se condamneraient probablement eux-mêmes à être jetés à la mer ou à mourir sur place.

Ce danger, on l'a vu ces derniers jours où, lors des manifestations de Johannesburg, les manifestants n'ont pas eu à faire dans les quartiers blancs aux seules forces de l'ordre, mais aussi à des civils blancs sortant et utilisant leurs armes personnelles. Car en Afrique du Sud, les Blancs sont armés.

Mais armés ou pas, si les Noirs, eux, l'étaient, le rapport de forces ne serait probablement plus en faveur des premiers. Et du coup, l'arrogance et le courage des petits Blancs les plus racistes et les plus bornés pourraient fléchir.

Les masses noires en révolte ont-elles aujourd'hui conscience de la nécessité de se battre les armes à la main pour en finir et avec la ségrégation raciale, et avec l'exploitation ? Ou sont-elles en train d'en prendre conscience ? Tout ce que l'on sait, c'est que ce ne sont pas les organisations noires dont on entend le plus parler ici, et qui semblent pour l'instant être les plus influentes dans la communauté noire, en premier lieu l'ANC, qui les y préparent.

Car l'Afrique du Sud noire a aussi, comme tous les autres pays du monde, ses marchands d'illusions démocratiques. Et si l'Afrique du Sud est un baril de poudre, il est certain que ce ne sont pas eux, dirigeants de l'ANC ou autres, qui vendront aux Noirs en révolte la mèche pour une véritable émancipation.

O. BELIN

Quarante ans d'hypocrisie

Saisies par la quarantaine, un certain nombre d'institutions nées de la fin de la Seconde Guerre mondiale fêtent successivement leurs anniversaires avec plus ou moins de flonflons et de discours ronflants. C'est le cas de l'ONU (Organisation des Nations Unies). Elle doit adopter une déclaration solennelle au cours d'une séance spéciale avec la participation d'une centaine de chefs d'Etat ou de gouvernement. Et en cette fin octobre, doit débiter « l'année internationale de la paix ».

Ce que De Gaulle avait en son temps baptisé d'un ton méprisant « le Machin », au moment où la politique coloniale de la France y était désavouée, fait donc de plus en plus figure de « vieux machin ». Cette assemblée, qui regroupait 51 membres en 1945 et qui, avec l'indépendance de colonies et ex-colonies, en compte aujourd'hui 159 ayant chacun une voix (sauf l'URSS qui en a trois : une pour la Biélorussie, une pour l'Ukraine et une pour l'URSS proprement dite), met paraît-il sur un pied d'égalité des nations comme Sao-Tomé (90.000 habitants) et la Chine (plus d'un milliard), les Etats-Unis ou le Libéria.

La Charte de San Francisco, qui présida au baptême de la docte assemblée, prévoyait dans son préambule trois objectifs principaux : 1) « Préserver les générations futures du fléau de la guerre ». 2) Défendre l'égalité des droits fondamentaux « des hommes et des femmes ainsi que des nations grandes et petites ». 3) « Créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités... » et à « unir nos forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales ».

En somme, il s'agissait d'une nouvelle mouture de la SDN, (la Société des Nations), cette assemblée qui, au lendemain de la Première Guerre mondiale, s'assignait des buts identiques. Cette SDN qui, sur la base de la paix des cimetières, se voulait le garant du nouvel ordre mondial — dénoncée par Lénine comme « une caverne de bri-

gands » — et qui sombra corps et bien avec la Seconde Guerre mondiale.

Quant à la paix garantie par l'ONU, parlons-en. Certes, nous n'avons pas encore vu la troisième guerre mondiale. Mais en admettant même que l'existence de l'ONU puisse en rassurer certains pour l'avenir, le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elle n'a rien empêché par le passé. Deux mois après sa fondation, les Etats-Unis écrasèrent Hiroshima sous le feu atomique. Parlons-en de cette paix qui s'est traduite depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale par 300 guerres régionales ou invasions de territoires nationaux, dont certaines des plus meurtrières continuent encore, et qui, en l'espace de quarante ans, ont fait plus de dix millions de morts, autant que la Première Guerre mondiale.

Et où sont donc les garanties des droits de l'homme et des droits des nations, alors que des dictatures féroces sont le lot de la plupart des pays — à une dizaine de nations riches près — et que les grandes puissances mettent en coupe réglée le reste de la planète ?

Quand l'ONU ne s'est pas contentée de discourir sur la paix, ce ne fut jamais pour empêcher la guerre où que ce soit. Les troupes de l'ONU envoyées au Liban n'ont empêché aucun massacre, et pire, celles envoyées en Corée en 1950 ont servi de couverture aux troupes américaines — et accessoirement au contingent français — baptisées alors « Casques bleus », et qui ont mené sous l'égide de l'ONU la guerre à la Corée du Nord.

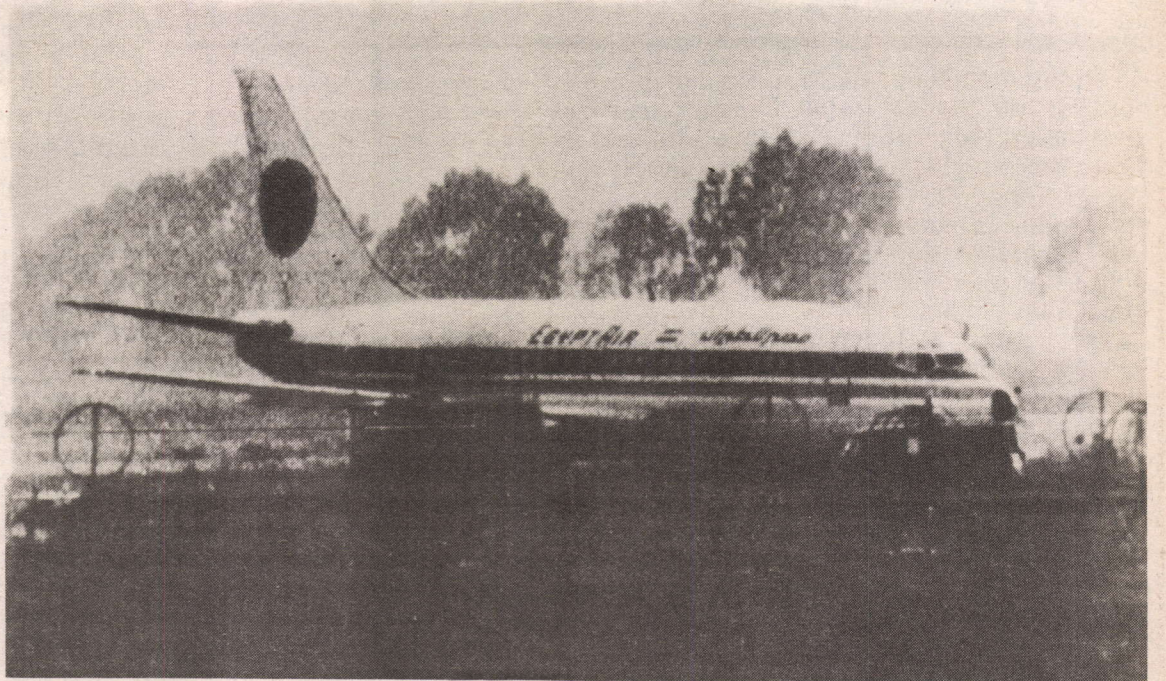
Tout cela n'empêche qu'on veuille encore nous faire croire que la paix et le respect de l'homme et des peuples sont possibles dans ce monde de brigands et que l'ONU veille sur notre sort. Cette hypocrisie dure depuis quarante ans. Force est de constater qu'elle a la vie plus dure que la paix sous la domination de l'impérialisme et du capitalisme. On voudrait tromper les opprimés avec ce « machin ». Mais en sont-ils encore vraiment dupes ?

Louis GUILBERT



Une minute de silence lors d'une assemblée générale de l'ONU : leurs paroles ne sont pas plus efficaces. (AFP)

Manifestations en Egypte : la piraterie de Reagan compromet ses alliés



Le Boeing égyptien détourné par l'aviation américaine. (AFP)

A la suite de l'affaire de « l'Achille-Lauro », des manifestations anti-américaines ont éclaté en Egypte. Pendant tout le week-end des 19 et 20 octobre, des étudiants de l'université du Caire ont affronté la police, criant des slogans hostiles aux Etats-Unis, à Israël, et au président Mubarak. Ils ont cherché à rejoindre les quartiers populaires, ce dont la police les aurait empêchés.

Inquiet de la tournure que pourraient avoir les conséquences du raid américain, le gouvernement des Etats-Unis, par l'intermédiaire du n° 2 du gouvernement, M. Witherhead, a exprimé ses regrets, mais n'a pas été jusqu'à faire les excuses demandées par le président égyptien Mubarak. Celui-ci se retrouve en mauvaise posture, car son manque de fer-

meté à l'égard des USA passe aux yeux d'une fraction de la population égyptienne pour de la lâcheté, voire de la complicité.

La population égyptienne n'avait pas mis jusque-là d'entraves sérieuses à la politique résultant des accords de Camp David qui avaient conduit à une paix séparée avec Israël et un rapprochement de l'Egypte avec les USA. Elle en attendait, au moins au début, une amélioration de sa situation, ce qui, de Sadate à Mubarak, ne doit plus guère lui laisser d'illusions.

La solidarité que tous les peuples arabes ressentent vis-à-vis des Palestiniens, le terrorisme à grande échelle des Israéliens illustré par le raid de Tunis, et l'humiliation nationale ressentie à la suite de

l'interception du Boeing égyptien par les avions américains ne peuvent qu'avoir mis de l'huile sur le feu du mécontentement existant. Et la faiblesse du pouvoir égyptien ainsi mise à jour, son incapacité à se faire respecter, pourraient bien inciter d'autres couches sociales que les étudiants à chercher à renverser le régime.

La déstabilisation de la situation en Egypte entraînerait à son tour des conséquences dans ce Moyen-Orient qui ne manque déjà pas de poser des problèmes à l'impérialisme occidental.

Mais si les USA sont conscients des risques encourus, ils n'ont pas pour autant fait le choix de se démarquer en quoi que ce soit de leur principal allié de la région, Israël.

Marianne LAMIRAL

MARTINIQUE

La soldatesque française à l'œuvre

Extrait de Combat Ouvrier du 19/10/85, hebdomadaire trotskyste aux Antilles

« Depuis plusieurs semaines, nous assistons à un formidable déploiement des forces militaires et de gendarmerie à tous les coins de l'île.

Du 4 au 11 octobre, les militaires de la 5^e compagnie du 33^e RIMA, divisés pour la circonstance en « forces régulières » et « rebelles », se sont livrés à des manœuvres du Nord au Sud.

Mais au-delà de la « guerre » bête de ces manœuvres, c'était surtout l'occasion qui était offerte aux officiers et sous-officiers de sortir des casernes les fusils d'assaut FAMAS, les hélicoptères PUMA et de se trouver à pied d'œuvre sur un vrai terrain pour se livrer à leur jeu favori : la guerre.

Parallèlement, mais sur un terrain différent, des « répétitions » d'un même genre mettent en scène les différentes brigades de gendarmerie de l'île, qui donnent la chasse, de manière fort bien préparée, aux voleurs.

A Trinité, il y a quinze jours, plusieurs pelotons « encerclèrent » 4 jeunes mal-

frats qui trafiquaient. Une semaine plus tard, beaucoup plus grave, c'est une vingtaine de gendarmes qui investirent la cité Callebasse et qui ouvrirent le feu sur 4 jeunes, blessant l'un d'eux à l'épaule alors qu'ils s'enfuyaient. Le tir pratiqué à vue, au pistolet mitrailleur, a même percé les tôles d'un habitant du quartier. Le feuillet se poursuivait le jeudi 3 octobre à Trois-Rivières, où une importante opération mobilisa 180 gendarmes, un peloton mobile, un escadron et un hélicoptère, et pour vérifier tout cela, Lacroix le préfet et Bresson, sous-préfet du Sud, étaient présents. Et tout ce déploiement pour déloger d'un terrain vague... 6 rastas installés là tranquillement et qui furent d'ailleurs remis tout de suite en liberté. Dans la nuit du 10 au 11, un important dispositif de près de 40 véhicules « contrôla » toute la nuit la région, impressionnant même les résidents du Village-Vacances qui ont vu les gendarmes investir leur village.

Ainsi donc, sous couvert d'insécurité, une véritable opé-

ration de banalisation des forces militaires est en marche en Martinique.

Aidés en cela par les hauts cris de Maran et une campagne systématique de France-Antilles usant pour cela largement des arguments les plus xénophobes à l'encontre des travailleurs émigrés, préfet et procureur se sentent les coudees franches pour mettre au point un dispositif qui sera fonctionnel pour toute éventualité.

Car s'il est vrai que ces opérations grandeur nature n'ont pour cibles que des truands de petit et moyen calibre, il n'en demeure pas moins que, demain, ce seront ces mêmes troupes qui interviendront contre les travailleurs et les pauvres des quartiers, lorsque ceux-ci décideront de ne plus accepter les sacrifices qu'on leur impose.

Et c'est certainement cette leçon qu'il nous faut tirer de tout cela. Car de notre vigilance dépend la garantie de nos libertés de demain.

Papandréou se fait mal voir par les Grecs

En Grèce, des centaines de milliers d'ouvriers et d'employés — un million selon le journal *L'Humanité* ont fait grève lundi 21 octobre pour protester contre la politique d'austérité du gouvernement socialiste d'Andréas Papandréou qui vient de décréter, entre autres, deux ans de blocage des salaires. Plusieurs dizaines de milliers de manifestants ont réclamé la révocation des mesures gouvernementales.

Le mot d'ordre de grève générale a été lancé par treize fédérations syndicales de branches ; la Confédération Générale du Travail grecque, à majorité socialiste, a refusé de s'associer à ce mot d'ordre mais ses adhérents s'y sont ralliés ainsi que huit de ses dirigeants, ce qui leur a valu d'être exclus du PASOK (Parti socialiste panhellénique de Papandréou).

Papandréou et son gouver-

nement se trouvent donc confrontés à une mobilisation massive des travailleurs, et qui, peut-être, ne fait que commencer puisque, à la grève de lundi, ont succédé, les jours suivants celle des banques, celle des ouvriers du Pirée, celle des employés des postes et de l'entreprise publique d'électricité.

Pourtant, il y a cinq mois, le 2 juin, le PASOK récoltait aux élections législatives 46,5 % des voix, soit une petite perte de 1,5 point par rapport à 1981. Et ce succès, plus net qu'on ne s'y attendait, témoignait de la popularité du gouvernement.

Il est vrai que le gouvernement socialiste de Papandréou avait comme principal adversaire un parti de droite, la Nouvelle Démocratie, composé entre autres de vieux royalistes et d'anciens partisans des colonels qui ne pouvaient que rappeler aux élec-

teurs l'époque, pas si éloignée, d'une dictature haïe.

Rien de tel que ce repoussoir pour donner au PASOK l'apparence d'un parti qui se range dans le camp des travailleurs. D'autant plus que, sur le plan de la politique extérieure, Papandréou soigne certains attributs d'une politique prétendue « anti-impérialiste ».

Il laisse paraître, aux moins dans ses discours, sa méfiance à l'égard des Etats-Unis. Ils ont naguère été les appuis des colonels ; ils encombrant le sol grec de leurs bases militaires. De plus, ils ont comme alliés privilégiés la Turquie, l'ennemi héréditaire ! Papandréou affiche aussi quelques bonnes relations avec l'URSS. Voilà de quoi se donner une certaine popularité auprès des électeurs de gauche.

Les socialistes gouvernementaux grecs ont maintenu quasiment intacts leurs scores électoraux pendant quatre ans. Mais cela n'a pas empêché la situation des plus pauvres, des travailleurs, de se dégrader, et le mécontentement de croître. Il se manifeste aujourd'hui, dans la rue. Et cela, d'autant que les Etats-Unis et le FMI n'ont pas

laissé de répit à la Grèce.

Aujourd'hui, la Grèce a 14 milliards de dollars de dette ; les dirigeants vont demander un rééchelonnement et s'apprêtent à solliciter de leurs partenaires de la CEE de nouveaux crédits : autant de créanciers européens ou américains intéressés à ce que Papandréou mette de l'ordre dans son économie.

Et Papandréou s'exécute en s'en prenant aux travailleurs, à toute la population laborieuse. L'attaque en règle a commencé début octobre par la dévaluation de la drachme de 15 %, par des hausses de prix de 30 % à 50 % pour aboutir au blocage des salaires jusqu'à la fin 1987. Il est question aussi d'un plan de restructuration industrielle qui « assainirait » la situation de 43 entreprises, avec comme perspective 1 500 suppressions d'emplois — et combien d'autres, réellement ? — dans un pays qui compte déjà 400 000 chômeurs soit environ 10 % de la population active.

Papandréou, fort de sa victoire aux élections, estime avoir devant lui quatre ans de marge... sur le plan électoral du moins. Quatre ans pour satisfaire les exigences des

financiers internationaux après avoir satisfait, grâce aux emprunts, une bonne partie des exigences des possédants grecs.

Les travailleurs grecs viennent de réagir. Le gouvernement les accusera probablement de faire le jeu de la droite et de mettre en danger la démocratie. Et de brandir la menace d'un retour des colonels... Voilà qui sert de programme à tous les politiciens de gauche au pouvoir, et qui voudraient y rester. Leur seul argument, c'est qu'il pourrait y avoir pire ! Mais qui favorise la droite, sinon le gouvernement lui-même, qui accroît le nombre des mécontents dans la population ?

Papandréou, comme les autres socialistes au pouvoir, s'emploie à sauver les intérêts des patrons et des banquiers, quitte à saper, en les démoralisant, ceux qui forment sa propre base électorale, et quitte à renforcer la droite, voire l'extrême-droite.

En tout cas, tout prouve que pour le moment les dirigeants socialistes grecs n'ont pas réussi — et c'est tant mieux — à inculquer ce sens du sacrifice à la population laborieuse.

Sylvie MARECHAL

ROUMANIE

L'armée chargée de galvaniser les énergies

Que des ministres rendus responsables de difficultés économiques « sautent » ne serait pas en soi surprenant, s'agissant d'un pays comme la Roumanie où des limogeages accompagnent généralement l'annonce d'une aggravation de la situation. Sauf que, le 17 octobre, dans le même temps où les ministres chargés des Mines et de l'Energie, notamment, étaient démis de leurs fonctions, la radio gouvernementale roumaine annonçait à la population à la fois de nouvelles restrictions et la prise de contrôle des centrales électriques par l'armée.

La sécheresse de cet été et la pénurie en hydro-électricité qu'elle a provoquée ont été officiellement invoquées pour expliquer ces mesures. Façon de dire, sans doute, que dans cet Etat dictatorial qu'est la Roumanie, l'armée ferait la pluie et le beau temps... et est la mieux à même, sinon de faire tourner les centrales énergétiques, du moins de faire produire plus d'énergie aux travailleurs roumains.

En fait, la crise énergétique que connaît la Roumanie n'est pas nouvelle, même si elle vient apparemment de s'aggraver. Elle n'est d'ailleurs même pas particulière à la Roumanie, pays pauvre, étreint par sa dette extérieure. Deux pays voisins, la Hongrie et la Bulgarie, qui connaissent eux aussi des

problèmes économiques et de dette extérieure, même si leur situation semble moins catastrophique que celle de la Roumanie, viennent d'annoncer également ces jours-ci qu'ils manqueraient de charbon cet hiver et que la population devrait se restreindre. L'hiver dernier, en Hongrie, par exemple, la production avait été affectée par une relative pénurie énergétique et les autorités, pour limiter la consommation électrique, avaient réduit d'un quart les programmes de télévision.

En Roumanie, la situation est plus grave et ne date pas d'hier. Un article paru dans *Le Monde* en février 1984 rapportait que « dans les bâtiments publics, on n'allume de rares lumières qu'à la toute dernière extrémité, et les fonctionnaires restent engoncés dans leur manteau : on économise le chauffage. Les rues restent plongées dans la pénombre ». Alors que la consommation énergétique des ménages ne représente que 7 % de la consommation totale, les autorités avaient décidé de la réduire de moitié. « Tous les moyens sont bons », écrivait *Le Monde* : « Coupures d'eau chaude, de chauffage, raccourcissement des heures de cours et des récréations pour permettre aux écoliers de travailler à la lumière du jour, suppression pendant la semaine des deux

chaînes de télévision et interruption des programmes dès 10 h du soir ». Un décret gouvernemental d'octobre 1981 avait d'ailleurs limité à 14° le chauffage des logements, supprimé celui-ci dans les écoles, les hôpitaux et édicté toute une série de sanctions pour les contrevenants.

Ces mesures faisaient d'ailleurs partie d'une batterie — bien chargée, celle-là — d'autres restrictions imposées à la population : institution d'un rationnement familial en matière alimentaire (180 kg de farine par an avec amendes pour les contrevenants), la viande, elle, étant introuvable (la Roumanie en exporte des quantités énormes pour acheter du pétrole à l'Irak et à l'URSS). Il n'avait pas été besoin de fixer de normes de consommation ! C'était l'époque aussi où Ceaucescu avait eu le cynisme d'expliquer que les Roumains consommaient trop et devaient se soumettre à un prétendu « programme d'alimentation scientifique » prévoyant de faire passer la ration de chaque personne en 1985 de 3 300 à 2 800-3 000 calories par jour ! Dans le même temps était lancé dans les entreprises un « accord global » visant à instaurer « l'ordre et la discipline » et prévoyant de doubler (en un an !) la production dans le domaine de l'automobile ou de la construction navale, tandis qu'était institué le salaire au rendement et supprimé tout salaire minimum garanti.

Dans les deux secteurs cités, la production, au lieu d'augmenter, avait d'ailleurs diminué, mais cela s'était traduit aussi par des explosions de colère ouvrière, notamment dans certaines vallées minières, comme l'avait rapporté alors la presse occidentale.

La Roumanie s'intitule, sans

doute par antiphrase, « démocratie populaire », mais la dictature que le régime y impose à la population et aux travailleurs, et la misère croissante qu'ils subissent, sous les traits « stalinien » communs aux pays d'Europe orientale, sont liées à sa position de pays pauvre, sous-développé et écrasé sous le poids de sa dette à l'égard des banquiers occidentaux.

Comme des pays du Tiers Monde, comme ces pays du Tiers Monde de l'Europe que sont la Pologne ou la Yougoslavie, la Roumanie s'était endettée, dans les années soixante-dix, avec l'espoir illusoire de « décoller » économiquement. Avec l'approfondissement de la crise du système capitaliste et l'exacerbation de la concurrence, les rêves des dirigeants roumains se sont transformés en cauchemars pour leur propre population. Leurs espoirs de se tailler une place au soleil d'un monde dominé par les industriels et banquiers occidentaux se sont envolés, mais pas la dette à

leur égard. Et le pays semble plonger dans une spirale sans fin : pour payer ses dettes, la Roumanie doit tenter de vendre et donc faire tourner une industrie grosse consommatrice en énergie. Cette énergie lui faisant en grande partie défaut, elle doit l'importer et la payer au prix fort en imposant sans cesse de nouvelles privations à la population, dans tous les domaines.

Des sacrifices dont la liste vient encore de s'allonger ces jours-ci et dont le régime a sans doute quelques raisons de craindre, pour ses propres intérêts comme pour ceux des créanciers occidentaux dont il se fait le mandataire et le gendarme, qu'ils ne provoquent un jour une explosion de colère. Et de ce point de vue, la prise de contrôle par l'armée des centrales électriques apparaît bien moins comme une mesure devant avoir une quelconque efficacité économique que comme une menace adressée à la population et à la classe ouvrière.

Pierre LAFFITTE

TURQUIE

Un pays aux arrêts

Il est difficile de compter un peuple qui remue. Partant de cette constatation, les militaires turcs ont conclu logiquement que pour recenser la population, il fallait l'arrêter, chose qu'ils savent faire. Le dimanche 20 octobre, ce fut le couvre-feu avec interdiction de bouger, pour l'ensemble de la population, entre 7 heures et 19 heures, pour procéder

au recensement. Commerces fermés, voyageurs bloqués en gare, l'ensemble du pays était en résidence surveillée. On ignore si les agents recenseurs ont pu pénétrer dans les prisons. Et sous ce régime sanglant, c'est là précisément où les Turcs sont les plus surveillés qu'ils ont le plus tendance à disparaître.

Il y a 20 ans

Il y a vingt ans, le vendredi 29 octobre 1965, Mehdi Ben Barka, dirigeant de l'opposition marocaine, était enlevé en plein cœur de Paris. Sa disparition allait entraîner un retentissant scandale pour le régime gaulliste.

Mais, comme pour l'affaire Greenpeace, à tous les échelons de l'appareil d'Etat, on allait s'employer à verrouiller les informations concernant cette affaire, ou tout au moins à brouiller les pistes.

Quelques sous-fifres furent jetés en pâture à l'opinion publique, mais l'essentiel fut préservé. Les dirigeants de l'époque s'empressèrent de refermer bien vite la porte des coulisses de l'appareil d'Etat un moment entrouverte sur les relations nouées entre la police, les services secrets et la pègre, son pain quotidien.

Vingt ans après, nul ne sait ni où se trouve le cadavre de Ben Barka, ni dans quelles conditions il a trouvé la mort. Quant aux raisons, même si on les soupçonne, on en est toujours réduit aux interprétations. La réouverture de l'enquête en 1982 n'a rien amené de nouveau.

29 OCTOBRE, L'ENLEVEMENT :

L'homme qui avait été chargé d'attirer à Paris Ben Barka, alors qu'il était réfugié en Suisse, sous le faux prétexte de préparer un film sur le Tiers Monde, était un fils de bonne famille devenu truand, un dénommé Figon. Cet individu était le protégé d'un monsieur très bien, un avocat, maître Lemarchand, député gaulliste de l'Yonne. Ce Lemarchand était l'époux d'une filleule de la femme du général De Gaulle, fille d'un ancien ministre de celui-ci. Cet avocat, Lemarchand, ami du conseiller de l'Elysée, Foccart, lui rendait quelques services, recrutant pour lui, notamment dans sa clientèle, des hommes de main pour les réseaux de « barbouzes » que Foccart utilisait en Afrique noire ou au Maghreb, ces deux chasses gardées de l'impérialisme français.

Le vendredi 29 octobre, Ben Barka fut arrêté par deux vrais policiers (de la brigade mondaine !) alors qu'il arrivait au restaurant où Figon lui avait donné rendez-vous avec un cinéaste pour le projet de film. Mais dans la voiture de la préfecture de police où il fut embarqué, se trouvaient, outre les deux policiers, un agent des services secrets, le SDECE (ancêtre de l'actuelle DGSE), un dénommé Lopez, et un gangster. Deux autres gangsters prenaient place dans une deuxième voiture pour escorter pendant le transport la voiture de la préfecture de police.

Et Ben Barka fut ainsi conduit en banlieue parisienne, à Fontenay-le-Vicomte, dans la villa d'un dénommé Boucheseiche, proxénète de son état, possédant plusieurs maisons closes dans Paris et un hôtel au Maroc.

Boucheseiche et les trois autres gangsters étaient comme Figon des recrues de

l'avocat. Ils avaient déjà, avec leur chef de bande Jo Attia, rendu d'autres services du même type au gouvernement français. Boucheseiche était devenu de plus un ami personnel du général marocain Oufkir, ainsi que l'était également l'agent du SDECE Lopez.

Le 30 au soir, le général Oufkir arrivait d'urgence à Paris, en même temps que son directeur de la Sécurité Dlimi, et il se précipitait à la villa de Boucheseiche.

Dans quelles conditions Ben Barka trouva-t-il la mort ? Les récits divergent. D'après Figon, le truand trop bavard, Oufkir lui-même l'aurait poignardé. Un autre témoin, ni plus ni moins fiable que Figon, affirmait que Ben Barka serait mort d'un coup asséné par Boucheseiche... Quoi qu'il en soit, il ne sortit pas vivant de la villa, et le plus vraisemblable est que le général Oufkir emporta le cadavre au Maroc dans son avion spécial, pour plus de discrétion.

LA LOI DU SILENCE

L'affaire Ben Barka tombait juste au moment où s'ouvrait la campagne des élections présidentielles en France. De Gaulle avait tout avantage à passer sous silence l'affaire Ben Barka. Mais son concurrent, Mitterrand, n'en fit pas davantage un scandale ! Après les élections seulement, il condamna le comportement du gouvernement, et encore, de façon très modérée.

En février 1966, De Gaulle en était encore à proclamer : « Rien, absolument rien n'indique que le contre-espionnage et la police en tant que tels et dans leur ensemble aient connu l'opération, a fortiori qu'ils l'aient couverte ». Et pourtant, lors des procès, où ne comparurent que les sous-fifres, les deux policiers affirmèrent qu'ils avaient eu par téléphone le feu vert du bras

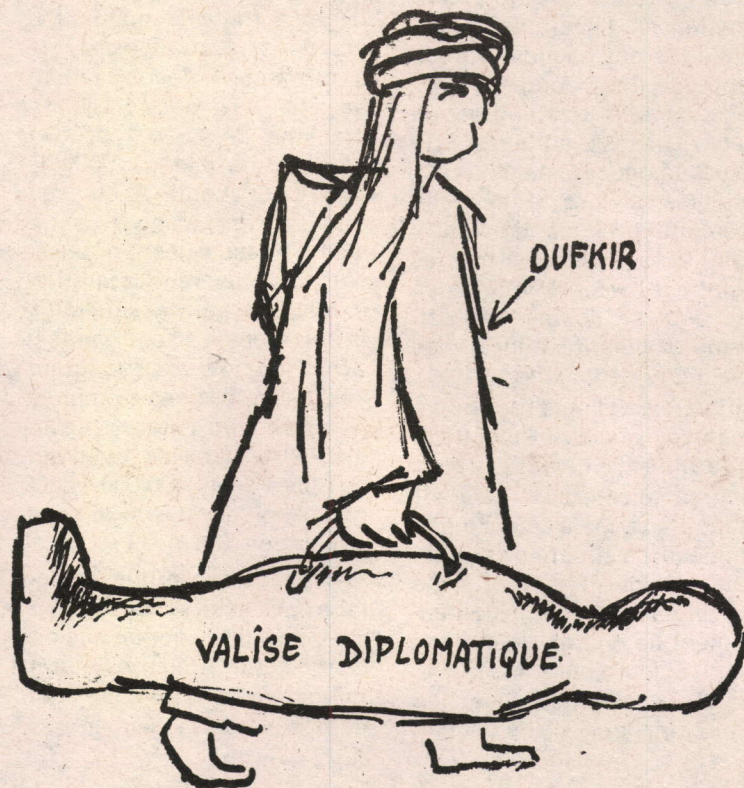
droit du ministre de l'Intérieur, Roger Frey, son directeur de cabinet, Jacques Aubert.

Pourtant, avant l'enlèvement, dans un note d'information à ses supérieurs du SDECE, l'indicateur Lopez avait signalé par écrit « le désir des dirigeants marocains de mettre fin à la position de Ben Barka suivant des procédés non orthodoxes ».

N'empêche que tout le monde fut mis hors de cause. Seul Figon paya de sa vie non sa participation à l'enlèvement, mais le fait d'avoir été trop bavard, et peut-être d'avoir cherché à vendre les renseignements en sa possession : la police prétendit l'avoir trouvé chez lui « suicidé ». Bien plus probablement venait-on de l'exécuter. Les quatre truands furent protégés mais invités à aller faire leurs petites affaires hors de France, et Boucheseiche s'installa donc au Maroc où, en tant qu'ami du général Oufkir, il eut la malchance d'être exécuté, en 1972, après le coup d'Etat manqué de son protecteur contre Hassan II. Des accusés présents dans le box, seuls un des policiers et l'agent du SDECE Lopez furent condamnés à des peines de prison qu'ils n'effectuèrent qu'en partie. Mais pour la forme, pour dédouaner les responsables français de l'affaire, le tribunal français condamna par contumace le ministre de l'Intérieur marocain aux travaux forcés à perpétuité. Ce qui ne l'empêcha pas de rester ministre de l'Intérieur de son pays. Ce qui n'empêcha pas non plus, peu de temps après, une fois les relations diplomatiques franco-marocaines redevenues normales, le ministre des Affaires étrangères français, Maurice Schuman, en visite au Maroc, de serrer la main au général Oufkir.

Dans le SDECE même, le chef direct de Lopez, le colonel Le Roy, et le patron du SDECE, le général Jacquier, furent mutés. Prétendant que cela

« L'affaire » Ben Barka



rendrait le SDECE plus contrôlable, De Gaulle décidait d'enlever la responsabilité des services secrets au Premier ministre, pour la transférer à l'armée.

Il faut dire que le Premier ministre était Pompidou, que Pompidou et son ministre Roger Frey avaient dû tremper, chacun à leur façon, dans l'affaire, mais sans en référer,

probablement, à De Gaulle lui-même, au nez et à la barbe duquel cette affaire sordide eut lieu.

Si Mitterrand fut doublé par Hernu dans l'affaire Greenpeace, De Gaulle le fut par quelques-uns des siens dans l'affaire Ben Barka... D'où, de la part de l'un comme de l'autre, quelques petites divergences contre leurs proches !

Qui était Ben Barka ?

Ancien président de l'Assemblée nationale marocaine au lendemain de l'indépendance, Ben Barka avait rompu en 1959 avec le parti gouvernemental pour créer un nouveau parti, l'Union Nationale des Forces Populaires (UNFP) et avait dû s'exiler une première fois en 1960 alors qu'une vague d'arrestations s'abattait sur l'UNFP.

Après la mort du roi Mohamed V, et l'arrivée sur le trône de son fils, l'actuel roi Hassan II, dont Ben Barka avait salué l'arrivée au pouvoir par un message « d'attachement et de sincère fidélité », le leader de l'UNFP était retourné au Maroc en 1962, mais pour repartir définitivement en exil quelques mois après seulement, après une tentative d'assassinat contre lui organisée par la police marocaine.

Dès lors, Ben Barka apparaissait non seulement comme le leader le plus en vue de l'opposition marocaine, mais aussi, par son activité internationale, comme un leader du mouvement tiers-mondiste radical : ami de Fidel Castro, il était, au moment de son enlèvement, l'un des principaux organisateurs de la « Conférence Tricontinentale » qui devait réunir, en janvier 1966, à La Havane les dirigeants de divers mouvements du Tiers Monde.

QUI VOULAIT SA DISPARITION ?

Ben Barka avait donc alors bien des ennemis : les services secrets du général Oufkir, chef de l'armée et ministre de l'Intérieur du Maroc, les services secrets français surveillant toujours de près la vie politique dans les ex-colonies où le capitalisme français avait gardé de gros intérêts, les agents de la CIA, entre autres, surveillant son activité dans la « Tricontinentale »... Si bien qu'à la question de savoir qui pouvait avoir fait disparaître Ben Barka, c'est l'abondance de candidats

qui rendait difficile la réponse.

Celle qui fut retenue officiellement par la justice française fut : Oufkir. Elle avait l'avantage de détourner l'attention des autorités françaises. Et le général marocain aurait même pu avoir deux raisons d'agir ainsi : soit sur ordre du roi du Maroc dans le but d'éliminer un opposant, soit de sa propre initiative, pour éviter tout rapprochement entre Hassan II et Ben Barka, rapprochement qui pouvait compromettre son rôle personnel à lui. Et après les émeutes qui avaient eu lieu au Maroc en mars 1965, le souverain marocain pouvait avoir besoin de chercher à donner à son régime un visage plus amène, en laissant rentrer au Maroc le leader de l'opposition.

Rien ne permet pourtant d'exclure que l'enlèvement ait été conçu par les services secrets français ou par les bureaux du conseiller de l'Elysée pour les questions africaines, Jacques Foccart, accoutumé au recours à des hommes de main pour régler les difficultés rencontrées par la politique impérialiste française dans les anciennes colonies d'Afrique.

Mais ce qui est sûr, c'est que tout ce beau monde collabora étroitement à l'exécution du crime. On fit tout pour protéger les véritables responsables. Alors que de nombreux noms, y compris parmi des responsables haut placés, avaient été prononcés, dans le box des accusés, il ne figura que des subalternes, et les principaux inculpés étaient absents au procès, parce que la police leur avait laissé le temps de disparaître (quand elle ne les avait pas fait disparaître). Les principaux responsables (à part Oufkir, jugé par contumace) n'y figuraient pas. On put constater comment de tels crimes réclament la collaboration de gouvernants, d'hommes d'affaires, d'officiers de l'armée et de la police, de gangsters de haut vol, enfin, et de truands de bas étage.

L'automobile aux USA : les profits de la crise

Pour la première fois depuis 1973, l'ensemble des usines Chrysler des Etats-Unis a été paralysé par la grève. Le mouvement, lancé par le syndicat des travailleurs de l'automobile, l'UAW, a démarré le 15 octobre, date à laquelle le contrat salarial en vigueur dans le groupe venait à expiration.

A l'heure où nous écrivons, le mouvement dure toujours aux USA, tandis qu'au Canada, les travailleurs ont voté la reprise après cinq jours de grève.

Le Monde du 24 octobre annonçait qu'un accord serait intervenu le 23 au matin entre les syndicats et Chrysler. Est-ce que les 70 000 grévistes s'en contenteront ? On peut être certain que les bureaucrates qui dirigent l'UAW ont tout fait en tout cas pour que cette grève reste dans le cadre de ce qui est acceptable pour Chrysler.

Car toute la politique de l'UAW au cours de ces dernières années s'est résumée à une collaboration constante avec les dirigeants des compagnies pour faire accepter des sacrifices aux ouvriers de l'automobile. Une politique ponctuée, il est vrai, par des mouvements de grève, mais qui visaient à obtenir des aménagements sur ces sacrifices et pas à y mettre fin.

Pour les travailleurs, les raisons de se mettre en colère ne manquent pas. Parce qu'aux Etats-Unis comme en France, les patrons jouent ouvertement et cyniquement la carte de la crise pour s'enrichir sur le dos de la classe ouvrière.

Depuis le début de la crise — en 1979 —, les ouvriers de l'automobile américaine ne comptent plus les vagues de licenciements, les réductions de salaire, les augmentations de cadences, imposées par les trusts au nom de la sauvegarde de « leur » industrie, c'est-à-dire en fait

sous la pression du chantage à l'emploi.

Depuis cinq ans, les dirigeants des trusts disent aux ouvriers que leurs sacrifices vont servir à moderniser les usines, à baisser les coûts de production. Juste le temps nécessaire à gagner de nouveaux marchés et à redresser la production.

Après, une fois la pente remontée, il leur serait remboursé ce qui leur aurait été « emprunté ».

La pente pourtant, est bel et bien remontée. Elle l'est depuis 1983, année où les trois grands de l'automobile — General Motors, Ford et Chrysler — ont enregistré des profits records, profits qui augmentent régulièrement depuis.

Mais il faut croire que cette pente n'a pas le même sens suivant qu'elle est vue du côté des patrons ou du côté des ouvriers. Parce que les patrons remettent toujours les remboursements à plus tard, tandis qu'ils continuent à demander tout de suite de nouveaux sacrifices !

La politique des capitalistes n'a pas de frontières. Qu'ils s'appellent Chrysler ou Peugeot, la crise est pour eux prétexte à obtenir davantage de profits. Leurs plans de « modernisation », de « rationalisation » de la production ne valent pas mieux que leurs promesses. Ils commencent toujours de la même façon : par l'exigence que les ouvriers travaillent plus, et pour moins cher. Et le plus souvent, c'est là aussi qu'ils s'arrêtent. Le reste, c'est bon pour amuser la galerie et donner des arguments à tous les marchands d'illusions, bureaucrates syndicaux ou autres, dont le rôle est d'entretenir la crédulité des travailleurs et d'endormir leur colère.

François ROULEAU

Les trusts de l'automobile :

une passion pour la crise

Depuis cinq ans, les trusts, les médias, le gouvernement américain n'ont cessé de désigner du doigt l'ennemi public n° 1 : les constructeurs japonais dont la concurrence aurait ruiné l'automobile américaine, paraît-il.

Bref, les sacrifices que les trusts demandaient aux ouvriers, c'était comme en temps de guerre : il fallait faire front contre l'envahisseur.

Et l'UAW poussait même la surenchère dans ce domaine jusqu'à organiser des commandos vengeurs sur les parkings de Detroit (la capitale de l'automobile) pour aller « casser » de la voiture japonaise !

Mais il faut croire que la concurrence japonaise suscitait en fin de compte plus d'admiration et de convoitise que de craintes chez les dirigeants des trusts américains.

Les travailleurs estampés à la japonaise...

En tout cas, ils n'ont pas beaucoup hésité à s'allier avec le diable. Ford d'abord, en s'offrant 25 % des actions du groupe Mazda, qu'il a ensuite invité à venir installer une usine dans ses propres locaux aux USA. Puis General Motors qui a tenté une première aventure avec Toyota en Californie, et l'a trouvée si payante qu'il s'apprête à en tenter une autre avec les groupes Suzuki et Isuzu, non sans avoir acquis 34 % du capital de ce dernier. Quant à Chrysler, il vient d'annoncer la construction d'une usine en commun avec Mitsubishi près de Chicago.

C'est que s'allier avec le diable présente des avantages. En particulier celui de retirer aux ouvriers les quelques garanties que leur laissent les contrats salariaux en vigueur dans les

trusts sous prétexte qu'il ne s'agit plus du même patron : à patron japonais, conditions d'emploi japonaises. Conditions auxquelles la direction syndicale de l'UAW s'est empressée de souscrire en signant des deux mains des accords-maison en échange de la garantie d'avoir le monopole syndical dans les nouvelles usines.

Le résultat est éloquent. L'usine Toyota-GM, par exemple, emploie aujourd'hui 1 200 ouvriers là où il en fallait 6 000 auparavant !

... Et bientôt à l'américaine

Mais les aventures nippones des trusts américains ne vont quand même pas assez loin pour leur goût. Il faut penser à l'avenir, que diable ! Un avenir bien américain, et si possible encore plus efficace pour les profits.

Ainsi chacun des trois grands trusts a-t-il dans ses tiroirs un projet destiné à « révolutionner » la production. Ces projets ont même été baptisés : « Saturne » pour General Motors, « Alpha » pour Ford et... « Liberty » chez Chrysler.

Le projet « Saturne », par exemple, consiste en une usine qui emploiera 6 000 ouvriers. Les travailleurs, tous mensuels, y seront dispensés du pointage. Les cadres n'y auront pas droit à la traditionnelle cantine réservée. En revanche, les ouvriers y seront payés 20 % de moins qu'ailleurs, le reste de leur salaire étant constitué de primes de productivité diverses, les unes individuelles, les autres attribuées par équipe ou par atelier. Dans cette usine de rêve, il n'y aura plus que deux qualifications pour les ouvriers : qualifié et non-qualifié. Et chacun sera totalement polyvalent dans sa catégorie. Enfin les syndicalis-



L'usine General Motors de Fremont (Californie) (AFP)

tes seront associés aux décisions à tous les niveaux de la hiérarchie.

Il faut croire que les bureaucrates de l'UAW n'ont pas pu résister à une proposition aussi alléchante : l'usine n'a pas encore d'emplacement, les ouvriers qui y travailleront n'en savent encore rien, mais l'UAW a déjà signé le premier contrat salarial qui y sera appliqué !

Quant à la réalisation du projet, GM attend sagement les propositions des Etats et des villes qui rêvent d'avoir une telle usine sur leur territoire.

Parce qu'il ne faudrait quand même pas s'imaginer que les dirigeants du trusts comptent déboursier un cent pour réaliser le projet de leur rêve. Car dans ce domaine, ils ont déjà une solide expérience dont ils comptent bien tirer profit : après tout, l'Etat du Michigan et la ville de Detroit n'ont-ils pas accepté de déboursier cinq milliards et demi de francs pour la construction de la récente usine de Poletown, alors que GM réussissait à ne payer que 64 millions ?

F.R.

Aux USA, « Tapie » se dit « lacocca »

Le contrat salarial Chrysler de 1979 se voulait une bouée de sauvetage pour l'industrie automobile et ses travailleurs. Outre des mesures qui devaient amener 15.000 suppressions d'emplois dans l'année, il imposait un milliard par an de réduction des salaires et des prestations sociales. Le P-DG du trust, Lee lacocca, transfuge récent de chez Ford, appelait à la solidarité en ces termes : « Si tout le monde morfle pareil, on peut bouger des montagnes, mais dès qu'on en voit un qui se défile, c'est le moral de tous qui est menacé ». Et pour ne pas être celui-là, lacocca promettait de réduire son propre salaire (2,4 millions de francs par an) au dol-

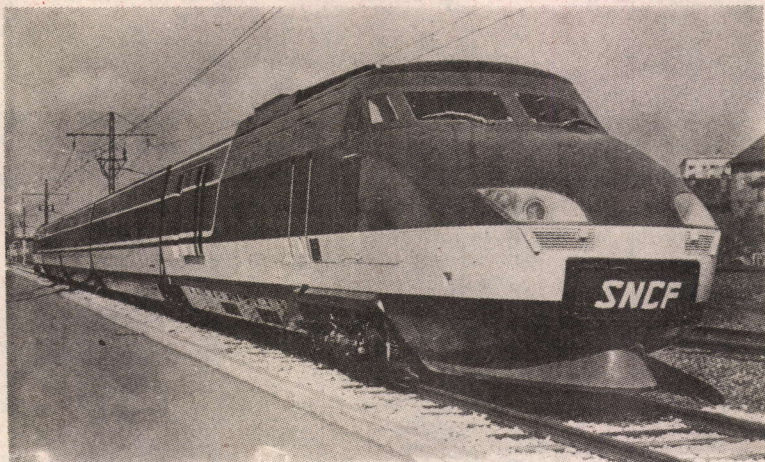
lar symbolique.

Depuis, Chrysler a supprimé 20.000 autres emplois. Le gouvernement fédéral a versé 10 milliards de francs de subventions au trust, qui fit cinq milliards et demi de profits en 1983 et près du triple en 1984.

Et mis sans doute en verve par son salaire retrouvé (on apprit alors qu'il gagnait 4 fois plus qu'en 1979), lacocca coucha pour la postérité sa biographie de gagnant qui s'est fait lui-même. Ce fut un « best-seller ».

La Bible est un livre de chevet très répandu chez les bourgeois américains, dit-on. D'ici à ce qu'ils la troquent contre l'Evangile selon saint-lacocca...

les fantasmes de la droite



Si la SNCF était dénationalisée, quel capitaliste investirait dans les nouvelles lignes de TGV et dans tout ce qui va avec ?

Les 200 familles, ça existe toujours

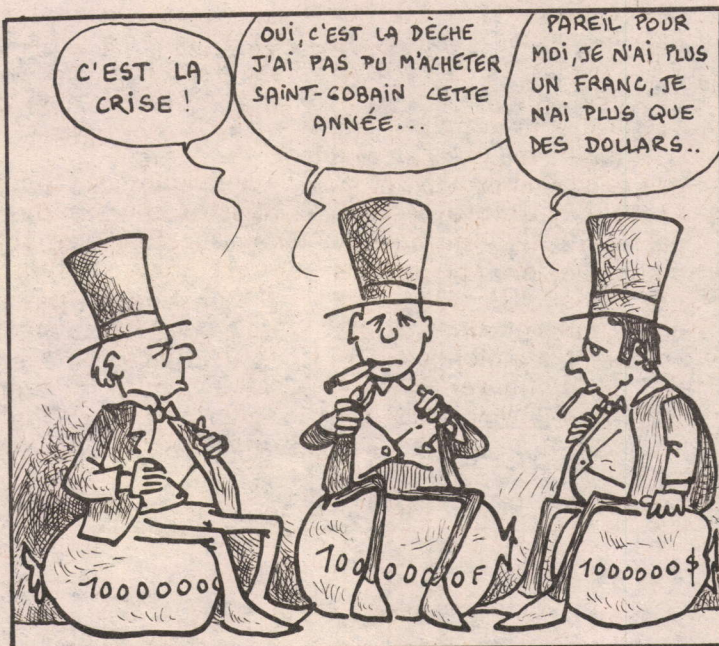
Le *Nouvel Observateur* du 18 octobre passe en revue les vingt plus gros contribuables à l'impôt sur les grandes fortunes. On trouve en tête du peloton Liliane Bettencourt, la fille du fondateur des produits de beauté l'Oréal, qui posséderait plus de 2 milliards de francs. Il faudrait quelque 35 000 années de travail à un salarié gagnant 5 000 F par mois et vivant d'eau fraîche pour amasser pareil magot.

Aucun de ces milliardaires n'a, semble-t-il, employé cette méthode. La plupart ont hérité. On trouve ainsi dans le lot pas moins de neuf membres de la famille Seydoux-Schlumberger qui contrôle notamment les Chargeurs Réunis, la société Schlumberger, la société cinématographique Gaumont, le journal *Le Point*, la station de ski de Flaine et quantité d'autres choses.

Figurent aussi dans ce palmarès l'avionneur Dassault et Floirat, l'ancien fabricant des missiles Matra, deux Rothschild, Simone del Duca (l'héritière du défunt *Paris-Jour*), le bétonneur Bouygues, l'héritière des moteurs Leroy Somer.

Mais il manque dans ce classement tous les patrons qui ont gardé leur fortune personnelle dans leur entreprise : l'outil de travail des capitalistes échappe en effet à l'impôt sur les grandes fortunes. N'y figurent pas non plus ceux qui ont réparti le magot entre toute la famille. Les Michelin, les Peugeot et quantité d'autres moins connus.

On ne peut plus, depuis que les socialistes sont tombés amoureux du patronat, ouvrir sa télé sans entendre vanter les mérites des entreprises. On ne compte plus les émissions destinées à passer de la pommade aux patrons méritants, à faire la publicité



des exportateurs de cannes à pêche et des négociants en champagnes et parfums. A croire que ces gens-là travaillent bénévolement et qu'il n'y a pas, derrière toute ces entreprises, des bourgeois qui s'enrichissent et qui vivent largement.

Mais là-dessus c'est le voile, le secret des affaires ; des affaires privées des capitalistes ! Ça intéresserait pourtant diablement le télespectateur de savoir combien gagne la famille Guichard quand Casino fait des bénéfices, qu'on sable le champagne chez les Pollet, quand le catalogue de La Redoute fait un malheur. Le client qui va chez Cora ou Auchan ne sait pas qu'il enrichit les Mulliez et que quand il achète à Carrefour, les familles Fournier et Badin-Defforey peuvent lui dire merci.

Il y a des bourgeois en chair et en os derrière une kyrielle d'entreprises prospères. Dans le Bâtiment et les Travaux publics : une famille derrière Bouygues, une autre derrière Dumez. Et pareil pour Colas.

Dans le textile idem. La Lainière de Roubaix. deux famil-

les, Poron-Absorba : une famille, Dollfuss-Mieg : deux familles. Même chose dans les alcools : Martell, Taittinger, Moët-Hennessy, Pernod-Ricard. Là, les étiquettes portent même les noms des propriétaires. Comme pour les laboratoires médicaux.

Dans l'industrie, même tableau : Leroy Somer ? trois familles. De Dietrich ? Une. Legrand (matériel électrique) : deux. Intertechnique deux. Carnaud : deux aussi, dont les De Wendel qui ont laissé à l'Etat Creusot-Loire, en faillite, et Sacilor, pour replacer leur argent dans l'informatique, entre autres.

Voilà le véritable jeu du Monopoly capitaliste, le jeu des deux cents familles. Mais évidemment quel ministre, même un ministre socialiste, oserait dire aujourd'hui : « Il faut que les capitalistes s'engraissent » ? Au XIX^e siècle un Guizot lançait à ses congénères : « *Enrichissez-vous !* ». Nos modernes Fabius proclament : « Il faut que les entreprises gagnent de l'argent ! ». Ça sonne mieux mais ça veut dire la même chose.

Anne RETESSE

Le programme de la gauche promettait le redémarrage de l'économie grâce aux nationalisations. Elles devaient garantir l'emploi mais se sont traduites par des milliers de suppressions de postes, notamment à Thomson, Rhône-Poulenc et Saint-Gobain. Elles avaient été présentées comme un coup décisif porté au pouvoir de l'argent mais ont représenté un cadeau royal aux gros actionnaires qui ont revendu à prix d'or à l'Etat des entreprises parfois perclues de dettes dont ils avaient truqué les comptes pour en demander — et en obtenir — le prix fort. La bourgeoisie a tiré profit des nationalisations, et de bien des manières.

Aujourd'hui les partis de droite agitent la perspective d'une dénationalisation après leur victoire. Ce sont des discours électoraux pour plaire aux petits bourgeois qui composent leur clientèle. Les hommes politiques du RPR et de l'UDF flattent le petit boutiquier en lui racontant qu'il gère mieux son commerce que l'Etat ses affaires. Mais la bourgeoisie française, elle, n'a nullement l'intention de se mettre à investir son argent dans la SNCF ou dans la Poste. Il faut laisser cela à l'Etat. Qui d'autre que lui changerait aussi souvent les cabines téléphoniques que le font les PTT ? Quel capitaliste privé accepterait de construire une ligne du TGV en Bretagne pour le seul motif que cela va donner du travail aux bulldozers des entrepreneurs de travaux publics et permettre de couler du béton ?

La bourgeoisie n'a même pas l'intention de se précipiter pour récupérer tous les grands groupes industriels qui ont été nationalisés en 1981. Elle

acceptera certes de remettre la main sur des filiales particulièrement rentables qui en auront été détachées. Dans ce domaine là aussi, la gauche prépare dès maintenant le terrain à la droite. Usinor est, par exemple, en train de filialiser ses activités juteuses pour ne conserver que les productions à perte dans la maison mère.

Il est d'ailleurs significatif que, dans la mesure où il s'aventure à donner des précisions sur son programme en la matière, le RPR met en premier sur la liste des dénationalisations éventuelles les banques et l'audio-visuel. Les banques, c'est le moyen de spéculer, de gagner de l'argent avec l'argent des autres. L'audio-visuel, c'est-à-dire la privatisation d'une ou de plusieurs chaînes de télévision, cela signifie des recettes publicitaires qui tombent tout de suite dans l'escarcelle des actionnaires.

En réalité, la bourgeoisie française est beaucoup trop méfiante sur les perspectives économiques, elle tire beaucoup trop de gains faciles en plaçant simplement son argent sur les marchés financiers pour souhaiter une dénationalisation massive. Elle n'est plus si dynamique pour prendre des risques !

La nationalisation entreprise par les socialistes visait à injecter de nouveaux fonds de l'Etat dans l'économie. C'est-à-dire à subventionner la bourgeoisie. La politique de la gauche lui est bien trop profitable pour qu'elle pense à la remettre en question. Et il ne faudrait pas confondre les intérêts de la droite qui mise sur des gains en bulletins de vote avec ceux de la bourgeoisie qui mise sur des gains, en papier aussi, mais en papier-monnaie !

Paul GALLOIS

Un grand bourgeois de gauche

La presse a présenté Jean Riboud, le président de la Société de services pétroliers Schlumberger qui vient de mourir, comme un grand patron de gauche. Jean Riboud (ne pas confondre avec son frère Antoine un autre patron de gauche qui, lui, préside le trust BSN-Gervais Danone) recueillait paraît-il l'admiration des financiers de Wall Street pour la rentabilité légendaire de sa société. Il finançait divers journaux comme *Le Nouvel Observateur*, *Le Matin* et *Libération*. Il était l'un des P-DG américains les mieux

payés (*L'Humanité* parle de 600 000 F par mois), mais n'aimait pas, nous dit-on, les privilèges. Ami de Mitterrand dont il défendait la politique de rigueur, il avait installé le siège de sa société à Curaçao, aux Antilles néerlandaises, un paradis fiscal comode.

Personne ne pourra donc nier qu'il savait mettre de l'argent à gauche. Voilà qui méritait bien quelques couronnes de la part de la — de sa — presse. Et qui méritait que Mitterrand aille s'incliner sur sa tombe.

Tout est à vendre

Chirac s'organise sa petite dénationalisation personnelle : après l'enlèvement des voitures en stationnement interdit, la Ville de Paris veut maintenant donner la gestion des parcmètres à une société

privée. Bientôt, il sera sans doute le tour des motos ramasse-crottes. Et comme Chirac adore faire des cadeaux aux patrons, il les paiera au poids et fournira les chiens ?

La reprise du travail

à Renault-Billancourt

C'est donc lundi 21 octobre que le travail a repris à Billancourt. Le vote organisé le vendredi précédent par la CGT, en présence d'un huissier pour éviter toute contestation, s'était déroulé sans anicroche et avait donné des résultats significatifs sur le plan politique.

En effet, malgré la campagne lancée par la direction, relayée par les médias, sur le caractère ultra-minoritaire de la grève, 45,38 % des travailleurs consultés, soit 1 830 sur 4 434 votants, ont choisi de voter pour la poursuite de la grève avec occupation : 44,3 % pour la poursuite de la grève, 54,6 % pour poursuivre la lutte et seulement 6,2 % de bulletins blancs. C'est un résultat qui contredit tous ceux qui laissaient entendre qu'il n'y avait pas de partisans de la grève chez Renault, mais seulement des grévistes forcés, mis devant le fait accompli, par la CGT.

En fait, dès le début, pour ceux qui voulaient bien le voir, une majorité des travailleurs s'est montrée favorable à la grève. Et ils l'avaient exprimé par le vote

de départ, le mercredi 9 octobre, qui avait donné une large majorité pour la grève avec occupation. Même si on peut mettre en doute la validité du chiffre de 73 %, avoué par la CGT, on ne peut pas mettre en doute que la majorité des travailleurs consultés s'étaient prononcés pour la grève.

Mais à la différence de ce qui se faisait habituellement, la grève a été totale, grévistes et non-grévistes s'étant retrouvés à la porte des ateliers verrouillés. En une nuit, les militants CGT avaient occupé et fermé l'usine (sauf les bureaux). Dès le lendemain, il était impossible de démêler les grévistes et les non-grévistes : la CGT occupait seule ou avec quelques sympathisants très proches, les ouvriers assistaient au meeting et repartaient chez eux. Impossible dans ces conditions de démêler grévistes et non-grévistes. La direction en profitait pour faire signer ceux « qui voulaient du travail ». La CGT répliquait en invitant tout le monde à signer, délégués CGT en tête. Et pourtant, malgré la

confusion, il apparaissait que les travailleurs, même en allant signer, restaient de cœur pour la grève avec la CGT. Si on avait pu en douter au début de la semaine dernière, la manifestation du mercredi 16 octobre à Billancourt — malgré la reprise au Mans — en apportait la preuve. Et le vote du vendredi 18 le confirmait pleinement.

Mais si les travailleurs étaient pour la grève, ils étaient aussi et surtout spectateurs. Ils se satisfaisaient de cette forme de lutte qui concernait surtout les militants syndicaux, sans peser par leur présence et leur participation active sur le rapport de forces. La CGT avait tout fait pour démontrer qu'elle se battait seule. Elle avait volontairement laissé de côté les travailleurs, en tout cas ceux d'entre eux, et ils étaient nombreux, qui auraient voulu être dans le coup. Elle devait en payer le prix. Quand Le Mans eut repris, que les autres usines se furent maintenues hors du conflit, il devenait manifeste que le rapport de forces entre la seule CGT et la

direction de la Régie ne tournait pas à l'avantage du syndicat. La CGT qui en avait conscience a donc organisé le scrutin du vendredi 18 octobre pour trouver une issue honorable au conflit.

La direction de la CGT Billancourt a peut-être été satisfaite du vote, mais les militants, ceux qui occupaient depuis 11 jours, faisaient grave mine, lundi matin. « On reprend sans rien, on n'a jamais vu ça ». Et même des grévistes passifs, des travailleurs qui avaient applaudi à la grève totale façon CGT, disaient ce lundi matin : « Maintenant qu'on a réouvert les portes, c'est foutu, il n'y a plus rien à faire ».

Pour le reste des travailleurs, pour la majorité, le seul problème, c'est « Comment va-t-on être payés » et « Qui va être payé ? ».

A ce sujet, des bruits fantaisistes courent. Dans certains secteurs, ce sont les chefs qui décideraient — signature ou pas — qui était gréviste, d'autres se détermineraient sur le débrayage du premier mercredi, la veille de l'occupation. Ailleurs on prétend

qu'il faudra récupérer plusieurs samedis de suite. Bref, personne ne sait rien. Après la drôle de grève, c'est la reprise dans l'ignorance des conditions précises de paiement.

Mais finalement ça discute beaucoup : de la grève, des résultats ou plutôt de l'absence de résultats, de l'attitude de la CFDT dont certains militants se sont fait huer lundi matin, de celle de la CGT, des mensuels à qui on n'a même pas proposé d'entrer en grève, de la situation en général.

Pour le 24, la CGT appelle à débrayer à 10 h 30 du matin mais ne fait pas le forcing, le climat n'y est pas. Ce n'est pas la démoralisation, mais les travailleurs de Renault n'ont guère envie de faire des débrayages symboliques, pas après 11 jours de grève, même passive, pas après avoir repris sans rien. Mais dans certains secteurs, il suffirait d'une maladresse de la maîtrise pour que la colère fasse réagir les travailleurs. Les travailleurs de Billancourt n'ont rien gagné, mais Besse non plus.

Correspondant LO

EDITORIAL DES BULLETINS D'ENTREPRISE DU 21 OCTOBRE 1985

La lutte paie parfois mal mais la résignation coûte toujours plus cher

Une grande partie de la presse, la radio, la télévision, s'ingénient à présenter ce qui vient de se passer à la Régie Renault comme une défaite de la CGT.

Dans la mesure où, justement, les dirigeants de la CGT cherchaient avant tout à regagner auprès des travailleurs le crédit que leur avait fait perdre leur soutien, pendant trois ans, à la politique du gouvernement, ils ont atteint leur objectif. Et si c'est une défaite, c'est plus pour la CFDT Renault et pour FO Renault qui, en s'opposant à la grève, se sont heurtées aux sentiments des travailleurs de la Régie.

Car si les travailleurs de Renault n'ont pas beaucoup participé à cette grève, l'immense majorité d'entre eux souhaitait la victoire de la

CGT.

Les travailleurs de Renault étaient, comme l'ensemble de la classe ouvrière, démoralisés par la politique du gouvernement, des partis de gauche et des syndicats, au point de perdre confiance dans la possibilité des travailleurs eux-mêmes à lutter et à se défendre. Les travailleurs de chez Renault ne s'attendaient pas à ce qu'une telle grève soit victorieuse et la déception qu'ils ressentent aujourd'hui est à la mesure de leur absence d'illusions.

Alors, un problème semblable va se poser, le jeudi 24, à tous les travailleurs.

La CGT appelle ce jour-là à une journée nationale d'action.

On peut penser ce qu'on veut des arrière-pensées des

dirigeants de la CGT. Nombre de travailleurs se rendent compte qu'il s'agit d'une politique en partie destinée à faire regagner au Parti Communiste, aux prochaines élections, les voix que sa participation gouvernementale lui a fait perdre. Mais il n'en demeure pas moins que, pour l'ensemble de la classe ouvrière, seule la lutte peut payer.

Les travailleurs n'ont rien à attendre du gouvernement de gauche. Cela fait quatre ans qu'on le sait. Parce qu'ils n'ont rien à attendre de la gentillesse du patronat. Le patronat n'entend que la violence. Le gouvernement de gauche, comme ceux de droite qui l'ont précédé et qui le suivront, n'utilisent pas la violence contre les exploités, ils la réservent aux exploités. C'est à nous-mêmes, travailleurs, de nous

défendre.

Les travailleurs ont intérêt à entrer en lutte, pas pour les dirigeants de la CGT ou du Parti Communiste, mais pour eux-mêmes. Ils ont intérêt à reprendre confiance dans leurs propres forces, dans leur nombre, dans la grève qui est l'arme des travailleurs.

Bien sûr, pour le moment les grévistes seront peut-être minoritaires. Mais il y a un commencement à tout.

On nous parle de la santé des entreprises. Oui, c'est juste, c'est nécessaire pour les travailleurs et pour les consommateurs. Mais c'est surtout bon pour les patrons. Et la vérité, c'est que des profits, lorsqu'il y en a, seuls les patrons décident de leur répartition. La santé des entreprises n'est pas tout : les travailleurs n'ont voix au chapitre que lorsqu'ils tapent

sur la table.

Le 24 octobre, une grande partie de la classe ouvrière, des salariés de la fonction publique ou du privé, auront l'occasion de voir combien nous sommes à en avoir ras le bol et à avoir envie de taper sur la table. Combien nous serons à dire : ce n'est pas vrai que s'il y a une crise c'est la faute aux travailleurs. Nous en avons assez d'être accusés à la place des autres.

Alors, plus nous serons nombreux à le dire, plus ce sera efficace et plus cela donnera confiance aux autres pour les luttes à venir.

Nous n'avons plus rien à attendre des élections, et en particulier rien à attendre de celles de l'année prochaine. Et si nous devons de toute façon nous battre, autant commencer dès maintenant.

dans
les entreprises

Les travailleurs

□ DUCELLIER

ANPE

Tracasseries administratives et manque de personnel ne facilitent pas la vie aux chômeurs

Être demandeur d'emploi, c'est ne pas avoir de travail, évidemment ! Mais c'est aussi devoir affronter les paperasseries et tracasseries administratives, perdre son temps en attentes et démarches interminables pour rien, souvent.

Les employés de l'ANPE sont les premiers conscients du rôle ingrat qu'ils doivent remplir. Ils essaient au maximum d'arrondir les angles, de faciliter les démarches aux chômeurs, surtout aux étrangers qui ont des difficultés avec la langue.

Mais il suffit que, dans une agence, se trouve un chef fier de ses « pouvoirs » pour qu'au contraire, les tracasseries se multiplient.

Certains peuvent ainsi refuser des congés exceptionnels — c'est-à-dire la possibilité de ne pas pointer pendant quelque temps sans perdre ses allocations-chômage — aux travailleurs étrangers souhaitant retourner se marier dans leur pays. On a pu voir aussi, dans une agence du XIX^e arrondissement, à Paris, une chef demander aux employés de rayer, sur des formulaires envoyés à des handicapés, la mention qu'ils pouvaient répondre par lettre, les obligeant ainsi à se déplacer !

Outre la mauvaise volonté de certains chefs, heureusement pas si nombreux, il existe par ailleurs des mauvaises conditions d'accueil et de travail. Toujours dans cette même agence, les sièges du hall d'accueil sont en nombre insuffisant, parfois même il n'y en a plus aucun, quand ils ont été réquisitionnés pour réunion dans une autre salle. Les chômeurs sont alors obligés d'attendre assis par terre, quand ils se lassent d'être debout !

Le manque d'employés qualifiés est un problème aussi. Faute d'un nombre suffisant de prospecteurs-placiers à même d'informer les chômeurs sur leurs droits, ces derniers, surtout quand ils parlent peu le français, sont aiguillés sur des agents de bureau qui les inscrivent seulement, sur des listes et leur fournissent des informations minimales.

Et plus le nombre de chômeurs augmente, plus cette situation s'aggrave car l'ANPE n'embauche pas davantage, elle non plus...

Correspondant LO

Après trois semaines de lutte contre les licenciements, le travail reprend

Mardi 22 octobre, à 6 heures du matin, des centaines de CRS ont encerclé les trois usines Ducellier du Val-d'Allier et fait évacuer sans incident les piquets de grève tenus par quelques dizaines de militants CGT.

Aussitôt après, sous les insultes et entre deux rangées de CRS, la maîtrise entrait et, à 13 heures, l'ensemble des ouvriers et employés ont repris le chemin des ateliers, même ceux qui seront licenciés à la fin du mois. Le soir même, à l'appel de la CGT et du PCF, une manifestation de protestation dans Issoire a rassemblé quelques centaines de personnes.

Depuis le 29 septembre, les usines Ducellier du Val-d'Allier, sont arrêtées. L'annonce des licenciements n'a pas entraîné de réactions massives des travailleurs. Seuls des groupes très minoritaires de militants CGT occupent les usines, tandis que la direction et l'encadrement sont invisibles.

La situation semble bloquée jusqu'à la fin d'octobre, date de la fermeture officielle de l'usine d'Issoire. Face à une direction intransigeante, comment donc, dans un climat d'attente, sinon de résignation, et pratiquement isolée, la CGT mène-t-elle ce qu'il faut bien appeler sa lutte ?

UN PATRONAT DE COMBAT

Valéo applique systématiquement son plan de restructuration qui se traduit par des milliers d'emplois en moins, et des fermetures d'usines.

En 1984, il y a déjà eu 291 licenciements. Au total, sur 5.600 travailleurs en 1975, l'effectif des usines du Val-d'Allier est tombé à 3.700 fin 1984 et il devrait en rester au maximum 1.800 au 1^{er} novembre 1985 !

Fin septembre, 744 licenciements sont annoncés, dont 349 à Issoire, 231 à Vergongheon-Grosménil et 164 à l'usine B2 de Brassac-Sainte-Florine, ainsi que la confirmation de la fermeture définitive de l'usine d'Issoire.

Dans les ateliers, c'est la consternation, mais sans surprise : chacun s'attendait à ces mesures depuis des mois.

UNE REGION SOUS LE CHOC

La plupart des salaires sont au SMIC, même pour les travailleurs ayant des dizaines d'années de présence. Les commerçants constatent une

nette diminution de leurs affaires ; des maisons individuelles, achetées à crédit, et construites en partie par leur propriétaire, sont mises en vente à des prix très bas — la moitié de leur valeur — et personne n'achète, sauf des notaires qui ont flairé là de bonnes affaires.

Beaucoup croient que les usines Ducellier vont toutes fermer, que la disparition de celle d'Issoire n'est qu'une étape. Alors, on attend, on commente les initiatives des personnalités : maires, élus de toutes tendances ; on lit la presse et on attend le journal télévisé régional du soir pour savoir les nouvelles. Mais bien peu viennent aux portes des usines pour se renseigner directement. Et on entend bien davantage de commentaires sur des cas de suicide de travailleurs licenciés que sur les manifestations hebdomadaires organisées par la CGT.

LA TACTIQUE DE LA CGT...

Elle a pris seule et résolument la tête des luttes. Elle a décidé de « mettre les usines sous surveillance », et non pas officiellement d'occuper. En fait, on ne voit guère plus d'une quinzaine de militants par usine, se relayant nuit et jour, barricadant portes et fenêtres, déclarant qu'il n'est pas question de laisser partir les machines pour des usines à l'étranger.

La CGT fait campagne contre « la casse de Ducellier » par Valéo, pour « la reconquête du marché national » pour « sauver la marque ». Elle s'acharne à démontrer qu'il y a des commandes possibles de la part de Renault et Peugeot, et que l'on peut moderniser la fabrication, créer de nouvelles productions : les pots catalytiques,

l'allumage pour les bateaux, les phares en plastique, l'électronique.

Tout comme le PCF, la CGT dénonce la réorganisation de Valéo qui ferme en France et s'installe à l'étranger (en Italie, en Espagne, où les effectifs sont passés de 2.000 à 6.700) et qui envisage une fusion avec le constructeur allemand Bosch.

Et chaque jour, la CGT trouve une « action » à accomplir : délégations devant les mairies et les préfectures, au Puy et à Clermont ; délégations devant les commissions des Affaires sociales du Conseil régional ; interpellations vives du maire d'Issoire, considéré comme favorable à Valéo ; attaques des autres syndicats, CFDT et FO, considérés comme traîtres et collaborateurs du patron, tandis que ceux-ci renvoient la balle à la CGT en la traitant de « provocateur » et de « irresponsable ».

Mais les travailleurs ne suivent pas. Dans les manifestations à Brassac et à Issoire, l'ambiance est plutôt morose, personne ne reprend les slogans : « Dudu vivra », et seuls quelques dizaines de militants applaudissent le discours du responsable syndical devant les grilles de la sous-préfecture.

La CGT tient à se démarquer de tous : aux journées portes ouvertes, à Grosménil, puis à Issoire, dimanche 20 octobre, à peine une quinzaine de ces militants ont tout organisé, encadré les groupes, et répondu aux questions des journalistes. Ils ont affronté la police dans des escarmouches : bagarres contre la maîtrise à Grosménil, qui a fait plusieurs blessés, dont un directeur assez sérieusement, ou en protestant devant le tribunal pour réclamer la libération de deux de leurs militants placés quelques heures en garde à vue.

□ ACTEL (Agence Commerciale des Télécom) (Poitiers - Vienne)

Non aux primes sous conditions !

Depuis juillet, nous touchons une prime mensuelle dite « de surcroît de travail », liée à la présence. Elle est supprimée en cas de maladie ou congé, mais aussi quand l'absence est liée à la fréquentation de cours pourtant obligatoires !

D'autre part, cette prime n'est pas accordée dans les mêmes conditions pour tous : au-dessus de l'indice 390, elle est payée en « frais de mission » (non imposables), alors

qu'au-dessous de cet indice, elle est payée en heures supplémentaires et donc imposable.

A une soixantaine concernés par cette prime, nous avons fait une heure de grève tous les jours, avec la CGT et la CFDT, pour toucher tous la prime intégralement et sans conditions.

Le centre de facturation (CFRT) nous a rejoints (à environ 60 sur 80 employés concernés par la prime).

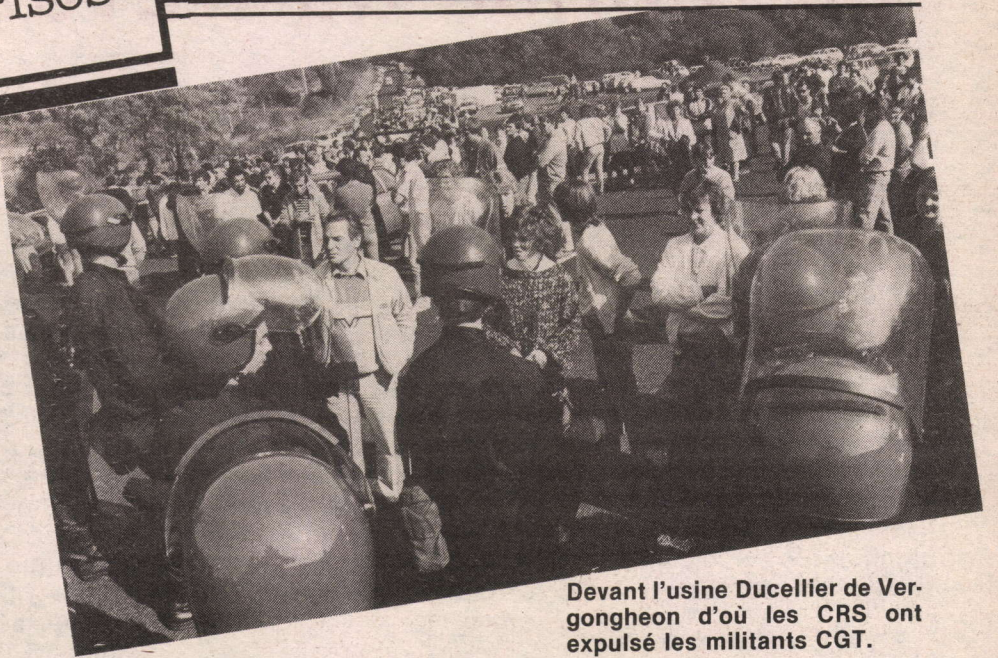
Le mouvement a été largement suivi pendant quinze

jours. Nous sommes allés à plusieurs reprises nombreux, chez le directeur qui, comme par hasard, n'était jamais là.

Il se retranche derrière la direction nationale, alors que les conditions d'application de la prime sont décidées localement.

Il n'a rien cédé. Nous avons cessé l'heure de grève mais nous continuons à boycotter les cours de formation auxquels nous devons participer.

Correspondant LO



Devant l'usine Ducellier de Vergongheon d'où les CRS ont expulsé les militants CGT.

...ET CELLE DU MAIRE D'ISSOIRE

Député-maire socialiste, Lavédrine représente une force dans l'affaire Ducellier. Au conseil municipal, il est largement majoritaire, les communistes n'ayant que cinq élus, dont deux travaillent à Ducellier, et ils ne ménagent pas les attaques à son égard.

Le maire a des contacts fréquents avec la direction de Valéo et les préfets. Avec l'aide du Conseil régional d'Auvergne, à majorité socialiste, il a mis sur pied un montage financier qui a été dénoncé par le PC comme une manœuvre sur le dos des licenciés.

Lavédrine a obtenu 3,5 milliards de centimes pour acheter les terrains et les bâtiments de l'usine d'Issoire, pour les rénover, et sauvegarder 400 emplois, en espérant même 600 fin 1986. Cet argent est emprunté aux banques et au Conseil régional, et sera récupéré sous la forme d'un crédit-bail, des filiales du groupe Valéo s'engageant à s'y installer et à verser à la mairie d'Issoire un bail de cinq millions de francs par an, pendant une dizaine d'années.

Le maire a décidé de jouer le grand jeu. Il a annoncé de façon spectaculaire sa démission, pour se faire réélire quatre jours plus tard. Mais il en a profité pour fortifier sa position en enlevant leurs responsabilités de commissions et d'adjoints aux élus communistes.

Au bout du compte, la direction n'a donc rien cédé, et tandis que l'ensemble des syndicats réclame l'ouverture de négociations, Valéo organise déjà le déménagement des machines.

□ CFEC (Gennevilliers)

Trois semaines de grève

A la CFEC (ex-batteries Ducellier), la grève, commencée le 3 octobre, continue.

La CFEC fabrique des batteries dans des conditions dignes du siècle dernier.

La grève avait démarré sur une question de dignité, et sur des revendications de salaires : les grévistes réclament 300 F pour tous les salaires inférieurs à 6.000 F, et le changement des conditions de travail.

Les patrons de la CFEC auraient largement de quoi payer. Ils dépendent du groupe américain Gould, et possèdent en France, outre l'usine de Gennevilliers, qui compte 250 personnes, une autre usine à Outarville, près d'Orléans, où travaillent plus de 1.000 personnes.

Mais la seule réponse du patron jusqu'ici a été de demander une ordonnance d'expulsion, qu'il a obtenue le 15 octobre du tribunal de Nanterre. L'ordonnance du juge précise que « les règles d'hygiène doivent être strictement respectées pour éviter le saturnisme ». Ce qui est le comble du cynisme vu les conditions quotidiennes de travail à l'usine, dans le plomb et dans l'acide.

En plus le patron a envoyé 24 lettres de licenciements, visant tous les délégués CFDT, qui sont les principaux dirigeants du mouvement depuis le début, et des grévistes pris un peu au hasard ; et même un non-gréviste, qui a eu le tort de figurer sur une photo parue dans un journal, prise un jour qu'il était venu voir ses copains à la grille de l'usine ! Il est clair pour tout le monde que c'est un chantage pour faire pression et qu'on oublie les revendications.

Depuis le début, le patron prétend, bien entendu, qu'il est prêt à négocier si les portes sont ouvertes. A la suite du jugement, les grévistes ont accepté d'ouvrir les grilles. Mais pour le patron ce n'était qu'une manière de gagner du temps, en espérant que les grévistes se démoralisent. Il n'accepta pas de revenir sur les licenciements.

Au bout de deux jours, les grévistes en ont eu assez et l'occupation avec fermeture des grilles a repris de plus belle.

Un délégué CGT a cru le moment bien choisi pour abandonner la grève, qu'il n'avait ralliée qu'à contrecœur. Quelques-uns l'ont suivi, mais la grève continue avec 75 % des ouvriers de la production, comme au premier jour.

Le moral est au beau fixe. D'ailleurs les grévistes ont chaque matin le spectacle offert gratuitement par la direction : dans l'ordre se présentent le chef d'établissement venant exiger l'ouverture des portes, ensuite l'huissier du patron, enfin le commissaire de police, pendant que les chefs font

effectuer diverses manœuvres sur le trottoir aux non-grévistes convoqués pour la circonstance. Puis, après avoir fait le pied de grue pendant deux heures, les patrons s'en vont sous les sifflets des grévistes.

Les grévistes, solidement retranchés derrière des structures métalliques, les lances à incendie prêtes à entrer en action, sont bien déterminés à tenir.

Ils ne veulent plus que les batteries soient leur bague.

Le témoignage d'un travailleur de la CFEC

« Cela fait 30 ans que je suis en France, et 30 ans que je travaille ici. Longtemps, j'ai travaillé au plomb. Mais maintenant je travaille à la « clinique ». La « clinique », c'est l'atelier d'acide où on charge les batteries. Quand on est plombé, le patron vous met à « l'acide ». C'est pour cela que nous, les ouvriers, nous appelons ça la « clinique ». En 30 ans, je n'ai pas une seule fois vu mes résultats de prise de sang pour le plomb. On ne me les a pas montrés.

A « l'acide », tout est rongé : le métal, tout. Nos bleus sont troués. Quand je bois un café, les autres ne peuvent pas s'asseoir à côté de moi à cause de l'odeur.

Je gagne 5 100 F brut de salaire de base.

Alors, c'est pour ça qu'on fait grève, et on continuera, jusqu'à Noël s'il le faut. »

□ P.T.T. Lyon

Exclus de la prime, les agents des lignes en colère

La nouvelle numérotation téléphonique, le 25 octobre, c'est la grosse affaire pour les Télécoms. La direction a décidé de donner une prime de 1 000 francs à ceux qui doivent faire des heures supplémentaires pendant la période de basculement. Beaucoup ont l'impression que la direction cherche à acheter ceux qui pourraient empêcher le bon déroulement de cette journée. L'attribution de cette prime est apparue comme une injustice à ceux qui en sont exclus, car tous les gens des Télécoms ont le sentiment d'avoir contribué au développement du téléphone.

Dans les centres d'exploitation, personne parmi les agents du service des Lignes (ceux qui réparent les dérangements) ne touche la prime. Sur Lyon, ces employés sont au nombre d'une centaine et sont

répartis en 6 centres. Le 10 octobre, les 9 employés du Service des Lignes du centre de Lalande ont décidé qu'ils feront grève le 25 octobre et ont téléphoné aux autres centres pour les avertir et les inviter à se joindre à eux. Une réunion regroupant des représentants de chaque centre a eu lieu mercredi 16. Il y a été décidé d'aller ensemble à la direction opérationnelle le lundi 21 avec les voitures de service. Et lundi, on était 90 présents, chacun était venu avec sa voiture. La rue était pratiquement bouchée.

Le directeur a renvoyé le problème au ministère. Du coup, les employés ont décidé d'aller en cortège en voiture à la direction régionale. Là, après un jeu de piste dans les couloirs et les bureaux luxueux, on a fini par trouver le directeur. Lui non

plus, n'avait aucun pouvoir, mais il a envoyé un télex au ministre.

A l'assemblée générale qui a suivi, les agents ont décidé de revenir chercher la réponse le lendemain matin.

Mardi, bien qu'il y ait un peu

moins de monde, le même scénario s'est déroulé et là il a été décidé de marquer le coup tous les jours jusqu'à la fin de la semaine. Un débrayage est fixé pour le vendredi 25 octobre, jour de la mise en service de la nouvelle numérotation.

Correspondant LO

□ THOMSON-CSF TELEPHONE (Boulogne-Billancourt)

Mutations d'office ? Pas d'accord !

La vague des déménagements programmée par les trusts Thomson et CGE pour ce qui concerne la division Téléphonie a atteint, entre autres établissements, celui de Boulogne-Billancourt. Jusqu'à présent, à Boulogne, rien de précis n'avait été dit. Or, vendredi 11 octobre, la direction annonçait le calendrier du transfert de 180 personnes à Lannion, Guingamp ou Eu (en Normandie) ; 440 autres travailleurs ne devant faire le voyage que jusqu'à Vélizy (Yvelines) d'où devraient partir, par contre, quelque 500 personnes à destination de la province ! Sans parler des autres volets du plan de dispersion qui prévoient d'envoyer des travailleurs de Colombes à Vélizy ou Guingamp, d'Orvault (près de Nantes) à Cherbourg, de Eu à Lannion, de Malakoff à Boulogne, etc.

Bref, ce vendredi-là, nous avons le détail du grand jeu de chassé-croisé organisé, sous prétexte de restructuration, dans les bureaux directoriaux, avec les travailleurs en guise de pions. Seulement voilà, à Boulogne, nous ne sommes pas décidés à nous laisser faire et depuis que le plan des transferts nous concernant est connu, les 180 d'entre nous qui sont menacés de la « déportation » la plus lointaine restent mobilisés.

Dès le lundi 14 octobre, nous nous retrouvions à plus de 400 — soit l'ensemble des travailleurs menacés, mais aussi bien d'autres pour tenir notre pre-

mière assemblée générale et décider ensemble des moyens d'agir. Depuis, chaque matin à 9 heures, nous nous rassemblons de la même façon, dans le but, toujours, de décider nous-mêmes et ensemble du type d'action que nous voulons ou pas mener. Et afin de mettre en œuvre les décisions prises, nous avons élu une « coordination » qui comprend, à ce jour, sept d'entre nous.

Certes, à l'assemblée du matin, nous ne nous sommes pas toujours retrouvés aussi nombreux que la première fois.

Mais pour la soixantaine d'entre nous (au minimum) qui chaque matin se réunit régulièrement en assemblée, il est clair que nous n'avons une chance de faire ravalier ses projets à la direction que si nous mettons tout notre poids dans la balance... demain sinon aujourd'hui.

Car du poids, nous en avons ! Les atouts pour inspirer de la peur aux patrons ne nous manquent pas. Nous avons d'ailleurs déjà pu en avoir une petite idée à deux reprises, lorsque au cours de la semaine passée, nous avons bloqué pour la journée le Centre informatique de l'établissement : devant la menace d'une troisième intervention de notre part, la direction a couru prendre les devants, en bloquant elle, de l'intérieur, le centre en question ! Nos interventions à la cantine chaque jour, les discus-

sions qui se déroulent en permanence dans les services et pour lesquelles nous avons tous, en ce moment sacrément plus de goût que pour le travail, montrent aussi à la direction que nous sommes bien loin de baisser les bras.

Face à elle, nous avons de nombreux alliés : les camarades de LMT-Radio-Professionnelle qui sont dans le même établissement que nous s'inquiètent pour leur avenir et multiplient les délégations auprès de leurs directeurs ; et tous les camarades de Vélizy, touchés eux aussi par les restructurations.

En ce qui concerne Vélizy en particulier, nous avons d'ores et déjà prévu, en assemblée générale, de nous y rendre afin d'y rencontrer les travailleurs et de les appeler à joindre nos forces pour repousser les plans patronaux. Ce projet, nous avons d'ailleurs prévu de le réaliser mercredi 23 octobre. Or, à l'assemblée générale de la veille, ceux que nous n'avions pour ainsi dire encore jamais entendu depuis l'annonce des transferts, les représentants de la CGT et de la CFDT de l'entreprise, sont intervenus pour nous déconseiller fortement d'y aller ce jour-là.

Voilà une attitude des organisations syndicales propre à nous ancrer dans la conviction que nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes.

Correspondant LO



Ateliers clandestins
et fausses factures :

Les employés de banque servent de boucs émissaires

Un employé du Crédit Lyonnais, H. Poussines, a été inculpé pour complicité dans le détournement de fonds publics. En juillet, il a été condamné à deux ans de prison ferme, tandis que cinquante autres personnes, dont dix-huit employés de banque sont aujourd'hui inculpées dans de semblables affaires.

Ces inculpations portent sur un détournement de TVA opéré par des sociétés dites « taxis ». Cette enquête est menée par un juge dans le cadre d'un comité de coordination de lutte contre les trafics de main-d'œuvre, nommé par le gouvernement. Le procédé est simple : parce qu'ils emploient des travailleurs clandestins, les ateliers n'ont pas d'existence légale, ils ne peuvent donc pas encaisser les chèques que leur remettent leurs clients, dont la plupart sont d'ailleurs des maisons de confection honorablement connues, et parfois parmi les plus chics.

Alors, pour toutes les opérations bancaires, ils ont recours à des sociétés « taxis », qui figurent, elles, sur le registre du commerce, et qui servent d'intermédiaires. Ce sont elles qui encaissent les chèques et qui paient ensuite les ateliers clandestins en espèces. Bien entendu, elles prennent au passage une commission sous la forme de la TVA qu'elles se mettent dans la poche grâce à un jeu de fausses factures.

Dans ces affaires, dont la justice s'est mêlée, des employés de banque sont mis en cause : les tribunaux considèrent que les

employés des agences ne peuvent pas ne pas s'apercevoir de ces trafics anormaux. En particulier, lorsqu'un client dépose de nombreux chèques sur son compte et retire simultanément de grosses sommes d'argent liquide.

C'est pour cela que l'un d'eux, un chef d'antenne du Crédit Lyonnais, est en prison à l'heure actuelle et que d'autres sont inculpés.

Bien sûr, ces mises en accusation ont provoqué un certain malaise dans les banques. Malaise d'autant plus grand que les employés sont tenus, à la fois de respecter la loi sur le secret bancaire, c'est-à-dire l'interdiction de divulguer à un tiers tout renseignement sur un client, mais aussi ce que leur impose la loi : le respect de non-ingérence. C'est-à-dire ne pas demander à un client où va son argent, ni d'où il vient, alors qu'ils sont par ailleurs tenus par la même loi de respecter le soi-disant devoir de vigilance dont les objectifs et les limites sont totalement flous.

Allez donc savoir ce que les employés de banque peuvent faire, ou ne pas faire, ce qu'ils ont le droit ou non de demander aux clients. Etre employé de banque devient un jeu subtil, et il faut savoir éviter les écueils : être accusé par un client d'ingérence dans ses affaires, ou être accusé de complicité dans des affaires douteuses. D'autant que les employés des banques, pourtant toutes nationalisées, sont poussés par leurs directions à ouvrir le plus grand nombre possible de comptes, à s'accaparer les

clients de banques concurrentes ; ils ne peuvent donc pas se permettre, au risque d'être sanctionnés, d'être trop tâtilons vis-à-vis de la clientèle.

Mais de tout cela, le tribunal n'a cure, car la justice respecte le droit des patrons — banquiers d'exacerber la concurrence pour faire des profits. Ceux-ci n'ont d'ailleurs été mis en cause que tardivement ; dans l'affaire Poussines, seul l'employé a porté le chapeau de ce qui est, de fait, tacitement toléré et couramment pratiqué au sein du Crédit Lyonnais, comme dans toutes les banques d'ailleurs. Ce n'est pourtant pas à lui que cela rapportait le plus.

Le gouvernement, quant à lui, fait mine de s'attaquer au travail clandestin. Mais ce ne sont ni les conditions de travail, ni les salaires des travailleurs clandestins qui le gênent, c'est le manque à gagner de cette TVA qui lui est extorquée. Il voudrait que les employés de banque se transforment en « flics », détectent les affaires « douteuses ». Mais à ce petit jeu-là, les employés auraient fort à faire entre l'argent qui provient de quelques affaires illégales et celui qui provient d'affaires légales ou déclarées telle, comme celles touchant par exemple au trafic d'armes, à l'exploitation de l'immense atelier de travail clandestin que représente le Tiers Monde pour les capitalistes, à la spéculation, ou à la fuite des capitaux. Les employés auraient beaucoup de comptes à contrôler, et en premier lieu celui des plus riches.

Correspondant LO

Le mouvement des personnels de radio

Au CHR de Lille, le personnel (manipulateurs et aides radio, labo médecine nucléaire) concerné par la menace de suppression des 3 semaines de congés sont un peu plus de 200.

Depuis plusieurs semaines, ils demandaient à rencontrer Pierre Mauroy, président du Conseil d'administration en tant que maire de Lille, et curieusement, après avoir posé un préavis de 8 jours de grève, une entrevue fut possible le 1^{er} jour de la grève, le 7 octobre. Une centaine de grévistes soutenaient la délégation et attendaient Mauroy à la sortie. Il déclara ne pas vouloir toucher aux congés-radio à Lille dans l'immédiat, mais proposa la généralisation d'un système déjà partiellement existant : pour un jour d'absence-maladie, il y aurait un jour de congé-radio supprimé.

Malgré ce petit recul après une demi-journée de grève, le personnel radio décida de reconduire le mouvement le lendemain. Nouvelle journée de grève, donc, avec interview à FR3, le soir, d'un délégué du comité des radios de Lille. Et le personnel radio de Lille partait vers les différents hôpitaux de la région Nord-Pas-de-Calais pour préparer l'action régionale du 18 octobre.

Ce jour-là, une grève d'une journée, avec manifestation dans le centre de Lille, rassembla 230 membres du personnel

radio de 12 hôpitaux régionaux, et on pouvait noter que quelques représentants de la CGT et de la CFDT étaient venus apporter leur soutien.

L'après-midi, où 140 radios se réunirent en assemblée générale, la coordination de Lille présenta le bilan des actions menées localement, et fit un compte-rendu de la coordination nationale, réunie à Paris le 15 octobre.

Puis chaque hôpital exposa les actions menées et les problèmes rencontrés face à leurs directions.

A Douai, depuis le 1^{er} octobre, les 16 membres du personnel radio concernés par la circulaire ministérielle sont passés de 35 h. à 39 h. hebdomadaires. D'un hôpital à l'autre, la situation est différente : beaucoup avaient une semaine de 35 h., dans d'autres, les congés supplémentaires vont de 3 semaines à 6 jours ou... zéro !

Le principe d'une coordination régionale fut décidé et largement applaudi, et les hôpitaux qui ne s'étaient pas encore mis dans le mouvement, prenaient contact avec le comité de Lille.

Tous les présents à l'assemblée générale décidèrent d'organiser en commun différentes actions pour les semaines à venir, notamment une grève avec manifestation à Paris. Le jour du passage du texte de loi sur le statut de la fonction publique hospitalière devant le Sénat.

□ ESSILOR (Dijon)

Malades pour le profit

Essilor est une usine où l'on fabrique des verres de lunettes. Nous sommes une majorité de femmes à travailler dans les ateliers, dont beaucoup de jeunes.

Dans la fabrication des verres de lunettes, on est amené à utiliser plusieurs produits chimiques : l'alcool, le trichlore, le chlorure. De plus on ne connaît pas du tout la composition chimique du liquide qui, après transformation, donne les verres de lunettes. Par contre, on sait que ce produit est très dur à supporter, il brûle les yeux (il y a eu plusieurs personnes qui ont eu la cornée brûlée), il donne des démangeaisons. Mais depuis les vacances, c'est devenu intenable. Deux robots ont été installés dans l'atelier et, depuis, interdiction d'ouvrir les fenêtres : le chef a sans doute peur qu'ils s'enrhument... Bon nombre d'entre nous ont des malaises, des intoxications dans le sang, et ont l'impression d'être droguées, d'être saoules. Par exemple, une de nos camarades, qui est revenue d'un

arrêt maladie et qu'on remettait sur le même poste, a demandé au chef s'il voulait qu'elle crève : elle s'est entendu dire que, de toute façon, il y aura toujours assez de chômeurs pour la remplacer. Mardi soir, alors qu'on sortait à 16 h. 16, la direction nous a convoqués à 16 h, pour nous dire qu'elle ferait trois jours l'atelier pour soi-disant faire des recherches sur leurs différents produits. Nous sommes revenus le lundi, ils nous ont déclaré qu'ils n'avaient rien trouvé et le directeur a même eu l'aplomb de râler et de dire qu'on lui avait occasionné des frais. Mais par contre, il nous a annoncé qu'on devait récupérer les trois jours à raison d'une demi-heure par jour jusqu'au 20 décembre. Le mécontentement gronde, nous en avons vraiment assez. D'autant que le nouveau slogan des chefs, c'est que si on est malade, c'est psychique. Mais en tout cas, le jour où on va vraiment se mettre en colère, là, ce ne sera pas psychique !

□ Hôpital Sainte-Anne

Grève d'élèves-infirmières

Si on avait cru la direction de l'hôpital, il n'y avait pas de poste d'ASH pour une élève-infirmière : elle venait d'échouer pour la seconde fois à un examen de passage en seconde année et allait être licenciée.

Pas question pour les élèves d'accepter ça ! Les trois promotions décident la grève. Les

élèves passent dans les services voir s'il y a ou non des postes vacants d'ASH et appellent l'ensemble du personnel à une assemblée générale.

A l'assemblée générale, on se retrouve à 230. Une petite visite à la direction et celle-ci propose un poste d'ASH... dans trois semaines. C'est un petit recul mais cela ne suffit pas. Pas question de s'en conten-

ter !

Le lendemain, c'est jour de grève pour les élèves. Le directeur s'engage alors enfin, par écrit, à embaucher l'élève comme ASH stagiaire sans interruption de carrière ni de traitement. De plus, il n'y aura aucune retenue sur le salaire pour la journée de grève.

Une belle victoire pour les élèves !

Les congés formation-conversion dans la sidérurgie

En mars 1984, pour supprimer encore 20 000 emplois dans la sidérurgie, le gouvernement décidait de mettre en place les congés de formation-conversion (CFC) : pendant deux ans, les travailleurs licenciés devaient être envoyés en stage de formation, payé à 70 % du salaire brut, afin de se reconvertir dans d'hypothétiques « emplois d'avenir », que Fabius promettait de créer dans l'électronique, la télématique et l'informatique.

Aujourd'hui, un an et demi après, on peut déjà voir ce qu'il en est. « Congés formation-conversion » : ce sont trois mots, trois mensonges... La formation se révèle totalement bidon. Quant à la conversion, sur 4 000 emplois promis par Fabius, 400 seulement ont vu le jour, et encore faut-il préciser que quelques dizaines à peine sont occupés par d'anciens sidérurgistes. A Neuves-Maisons, l'entreprise Aquaroc, qui devait embaucher 450 personnes, commence déjà à licencier ! Une employée vient de recevoir une lettre de la direction l'informant de son licenciement pour cause de restructuration.

Le seul but des CFC, c'est de se débarrasser en douceur des sidérurgistes, en les mettant sur une voie de garage jusqu'à ce qu'ils se décident à partir d'eux-mêmes (à Unimétal, sur 400 travailleurs mis en CFC, la moitié ont déjà pris leur compte, écœurés).

Et s'ils ne se décident pas à partir, s'ils tiennent pendant les deux ans, on leur proposera un emploi, n'importe où, à n'importe quel prix, sans garantie qu'il ne soit supprimé à son tour, au bout de quelques mois (c'est déjà arrivé à des sidérurgistes de Neuves-Maisons, mutés à Valenciennes, qui ont appris au bout d'un mois que l'usine allait fermer).

UNE FORMATION BIDON

Durant ces deux années de « formation », le sidérurgiste en CFC suit des cours, en fait, pendant quelques courtes périodes seulement. Le reste du temps, soit il est « prêté » à une entreprise des environs pour suivre un stage, soit il attend chez lui qu'on lui fasse signe...

Les cours en LEP ne répondent pas à un programme bien défini. Les stagiaires sont disséminés dans les différents établissements de la région, là où il y a de la place. Tous les niveaux sont mélangés : un électricien P2 se retrouve aussi bien en train d'apprendre à monter une prise de courant ! En guise de formation, il s'agit surtout de les occuper, ou même de les utiliser à toutes sortes de travaux. Au LEP de la Briquerie (à Thionville), les sidérurgistes étaient à peine arrivés qu'on leur amenait du ciment, du placoplâtre, qu'on leur mettait une

dans les entreprises

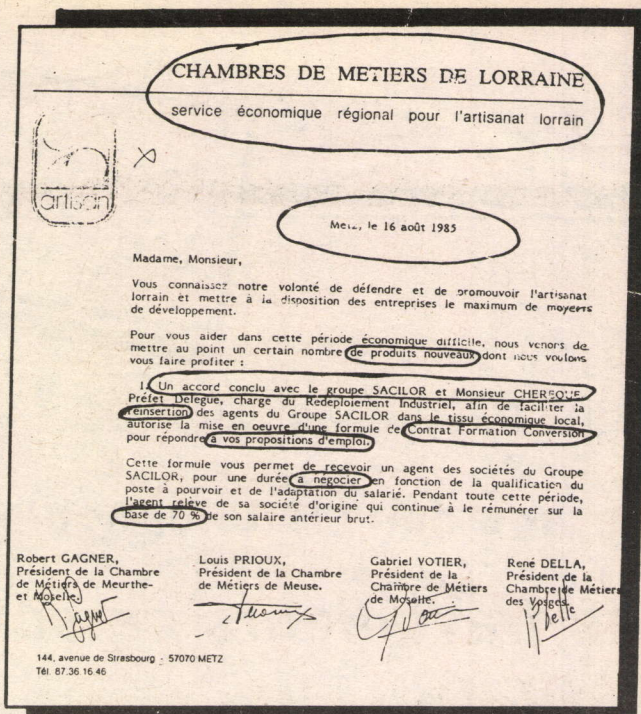
truelle dans la main pour réparer les bâtiments qui commençaient à tomber en ruine. Au LEP de Jarny, par contre, ce sont les voitures des professeurs qu'on leur faisait réparer !

Quant aux stages en entreprise, ils tombent à pic... pour les patrons en manque de main-d'œuvre. Un simple coup de fil à donner, et Unimétal s'occupe de tout : elle envoie un travailleur en CFC, « un produit nouveau », comme dit la Chambre des Métiers dans son jargon. Pour 70 % de votre salaire antérieur, vous pouvez vous retrouver embauché chez Leclerc à ramasser des caddies, ou aux laminoirs à froid à Thionville, à travailler en trois postes. Tout cela pour une durée indéterminée. C'est Sacilor qui paye, pour l'employeur, c'est gratuit... Mieux qu'une agence d'interim !

... POUR UNE CONVERSION INCERTAINE

La Solodev, filiale de Sacilor, a été spécialement créée pour « développer l'emploi en Lorraine » et mettre des experts à la disposition des sidérurgistes désireux de monter leur entreprise : les « essayeurs », comme on les appelle. Comme il y a dans la région des centaines de magasins ou d'entreprises artisanales abandonnés, il y a de quoi essaimer...

Tous les prêts se font à 1 % sur dix ou vingt ans. Pour les industriels, la Solodev se montre encore plus généreuse, moins regardante. Des entreprises se montent, pro-



Une lettre de la Chambre des Métiers de Lorraine aux artisans, PME et PMI de la région pour leur « vendre » des sidérurgistes.

mettent de créer une centaine d'emplois, puis disparaissent au bout de quelques mois. C'est ainsi que *Le Republicain Lorrain* a révélé dernièrement comment un aigrefin avait réussi à escroquer 300 millions à la Solodev.

Dans les premiers temps, un petit journal était publié, vantant les travailleurs qui avaient réussi à monter leur entreprise. Mais, depuis septembre, la Solodev se fait beaucoup plus discrète sur les résultats : les premiers vantés ont déjà fait faillite !

On a vu, certes, avec tous ces fonds avancés par l'Etat, des rues s'animer, des magasins s'ouvrir, des officines poussiéreuses recevoir un coup de pinceau. Cela va du bar-tabac au magasin de vêtements, en passant par la pizzeria, le bricolage en tout genre et l'élevage des lapins. Mais toutes ces entreprises risquent d'être éphémères dans une région qui se dépeuple, où l'on rase par dizaines dans chaque cité des logements HLM inoccupés.

L'ANTICHAMBRE DES LICENCIEMENTS

Les directeurs d'Unimé-

tal, émules des barons de l'acier, viennent de créer la DUC : Division Unimétal Conversion.

Il s'agit d'une division spéciale qui a pour tâche de « gérer le personnel en sureffectif », en clair tous ceux dont on cherche à se débarrasser. On y trouve pêle-mêle : les travailleurs en CFC, ceux qui ont atteint l'âge de 45 ans et tous ceux qui présentent un handicap physique. Un sidérurgiste ayant vingt ans d'ancienneté et handicapé à la suite d'un accident du travail à l'usine avait osé protester contre sa mise en CFC. On lui a répondu « l'usine n'est pas un hôpital ».

Dans la DUC, il y a bien un « chef DUC », mais il n'y a pas de maîtrise : il y a un « moniteur » et un « tuteur », des fois qu'on soit chancelant...

Selon les recommandations de la direction, les travailleurs de la DUC doivent être « opérationnels, motivés » et « dégager des résultats économiques ». En clair, ils serviront de bouche-trous dans les différents secteurs de l'usine, ou pourront même être loués à des patrons qui seraient demandeurs.

□ TREFILAGES RIVIERE (Oise)

A trop tirer sur le fil... il va casser

A l'usine de tréfilages Rivière, à Creil, dans l'Oise, où l'on fabrique des clous et du fil à souder, la direction s'attaque brutalement depuis plusieurs mois aux conditions de travail et aux salaires des 130 ouvriers.

Dans les différents ateliers, les effectifs ont été diminués à tel point que la charge de travail est de plus en plus insupportable.

Ainsi, à la Pointerie (là où se fabriquent les clous), chaque ouvrier surveille maintenant 40 machines au lieu de 12 il y a un an. En plus du travail d'entretien, chacun doit déplacer et mettre en tas des caisses de 50 kg remplies de clous par la machine, ce qui revient à

déplacer plus de 8 tonnes par jour !

Au Tréfilage, à certains postes, il y a trois fois moins de personnes qu'auparavant, et l'on ne peut même pas s'arrêter pour fumer. Il faut sans cesse souder les fils des bobines qui se cassent au moment du tréfilage. Tout cela se fait au milieu d'une épaisse poussière noire et graisseuse de savon (qui enrobe le fil).

A l'Helicofil, où l'on galvanise et cuivre le fil tréfilé, le travail se fait au-dessus des cuves remplies de cyanure, de soude ou de chaux, et la direction se refuse à fournir des masques efficaces contre les gaz extrêmement toxiques qui sont dissipés dans l'atelier.

Quant aux salaires, ils sont à l'image de tout le reste : la plupart des ouvriers sont des professionnels et ils touchent en moyenne 4 500 F. Ceux qui ont plus de vingt ans de maison arrivent à peine à 5 500 F par mois. Et la direction essaie encore de diminuer les salaires. Le patron menace en effet de supprimer le 13ème mois !

Dans une autre usine du même groupe, à Commercy (en Lorraine), les travailleurs sont en grève depuis plus d'une semaine contre cette nouvelle attaque de la direction. Et à Creil, tout le monde pense qu'à tirer comme ça sur le fil, le patron nous cherche vraiment !

□ UNIMETAL (Neuves-Maisons)

Petit plaisir

Le 1er octobre dernier, le directeur de Neuves-Maisons comparait devant le tribunal de Grande instance de Nancy.

L'histoire remonte à plus d'un an, quand la direction avait modifié des postes de travail, au Laminoir en particulier, contre l'avis des travailleurs et sans avoir consulté le CHS. A l'époque, les travailleurs de ce chantier avaient refusé cette nouvelle organisation du travail et fait la grève du zèle. La direction les avait sanctionnés financièrement. Et l'inspecteur du travail avait adressé procès-verbal.

Après un voleur de voitures, des gens réglant des

comptes, des petits malfrats qui, pour la plupart, arrivaient menottes aux poignets, le directeur vint à la barre expliquer son cas.

Bien sûr, pour l'interroger, le juge prit davantage de gants qu'avec les accusés qui l'avaient précédé. Mais tout de même, le directeur n'était pas fier.

Le jugement sera rendu le 25 octobre. Le directeur risque 6 000 francs d'amende.

Il n'en mourra pas, évidemment. Mais ça fait plaisir, à l'occasion — et elles sont rarissimes — de voir le directeur d'une usine de 2 000 personnes au banc des accusés.

Correspondant LO

□ CIT-ALCATEL (Ormes-Orléans)

Mariage dans la téléphonie :

Les travailleurs ne sont pas à la noce !

C'est par une note de service de la direction de Paris, affichée dans les ateliers dans l'après-midi du lundi 14 octobre, que les 48 ouvrières des Circuits imprimés ont appris que la fabrication des circuits ne serait plus faite à Ormes et serait transférée à Amilly, une autre usine de la CIT, dans le Loiret.

Voilà par quelle méthode la direction a mis tout le monde devant le fait accompli. Le directeur était absent de l'usine ce jour-là et personne à Ormes n'était au courant de ce qui se préparait, pas même les chefs et les ingénieurs du service, qui ont appris la nouvelle en même temps que les ouvrières.

Tout le monde est tombé des nues, d'autant que la direction venait de faire effectuer pour 110 millions de centimes de travaux dans le service ! Une salle blanche venait juste d'être installée et les ouvrières qui

insolent les circuits appréciaient de pouvoir travailler à l'abri de la poussière. Les travailleuses qui transportent toute la journée des bacs de circuits de plusieurs kilos appréciaient aussi l'installation d'une chaîne de transport des circuits.

Les ouvrières se sont aussitôt demandées ce qu'elles allaient devenir. Sur ce point, en effet, la note de service restait d'une totale discrétion.

Cette manière de traiter leur avenir par-dessus la jambe les a particulièrement écœurées. Le lendemain, le mardi, elles ont été reçues par le directeur qui a fait l'ignorant. Il a confirmé l'arrêt de la fabrication des circuits à Ormes, mais aux travailleuses de l'atelier, il n'avait pas grand-chose à proposer : il y aurait peut-être quelques reclassements ; il serait toujours possible de faire un stage de formation d'un an, mais

il a vite précisé que la CIT ne les réembauchait pas à l'issue du stage ; ils allaient voir aussi avec l'ANPE les possibilités d'embauche dans les usines de l'agglomération. Mais personne n'était dupe. Pour les ouvrières, c'était tout vu : « C'est cela, on va aller travailler à Saint-Gobain ! », une entreprise qui vient d'annoncer près de 500 licenciements.

Le directeur y croit si peu lui-même qu'il a averti les 48 ouvrières que si elles voulaient s'en aller, il n'en retenait aucune.

S'ils sont encore vagues, les projets de la direction n'ont rien de rassurant, ni pour les travailleuses des circuits, ni pour ceux des autres secteurs de l'usine. Pour le moment, la nouvelle ne concerne encore que les Circuits, mais d'autres services seront touchés d'ici peu, puisque la direction parle d'établir un bilan charge-emploi pour toute

l'usine afin de chiffrer ce qu'elle appelle le sureffectif.

A la CIT d'Ormes, comme dans toutes les usines de la téléphonie, la restructuration est à l'ordre du jour. La fusion de CIT-Alcatel et de Thomson-CSF-Téléphone a donné naissance à Alcatel-Thomson, sous le parrainage de la CGE. Un beau mariage pour les patrons de la téléphonie. Mais pour les travailleurs, de mauvais coups qui se préparent.

Correspondant L.O.

□ SNCF -
Gare de Lyon

Le racisme, ça pue et ça pollue

Dans un secteur de la SNCF de la Gare de Lyon, les cheminots ont trouvé dans les vestiaires et différents locaux de service, des inscriptions racistes faites au marqueur. La réaction était plutôt à l'indignation. Certains l'ont exprimée en faisant remarquer que les vestiaires venaient d'être nettoyés, mais d'autres s'en sont pris au contenu qu'ils jugeaient inadmissible. L'auteur de ces graffitis n'a pas revendiqué ses œuvres. Des travailleurs ont alors pris l'initiative de faire une affiche. Celle-ci fut largement approuvée par des réflexions du style : « Le gars va se sentir visé, il s'en prend plein la figure ». Le texte a ensuite été repris dans un tract signé par « des cheminots de l'Accueil indignés », tract qui a largement circulé.

A ce jour, l'auteur des inscriptions n'a pas quitté son anonymat... Il n'a pas intérêt !

d'embauche, charge de travail, discipline. Cela a d'ailleurs provoqué plusieurs petits mouvements de mécontentement (assemblées de certains services, refus collectifs de surcharge de travail), plusieurs centaines de personnes répondant en outre à deux débrayages syndicaux d'une demi-journée.

Correspondant L.O.

□ URSSAF (Montreuil)

La direction forcée d'embaucher 15 employés

Vendredi 18 octobre, la direction de l'URSSAF devait passer devant le tribunal des Prud'hommes de Bobigny, à la demande de 15 employés sous contrat à durée déterminée (CDD). Ceux-ci avaient constaté l'irrégularité des termes de leurs contrats. Ils avaient explicitement été embauchés pour faire face à un « surcroît de travail » : c'est illégal. La direction ne pouvait les prendre que pour « remplacer tel ou tel poste de travail ». Les employés demandaient donc au tribunal la transformation de leur contrat en embauche définitive.

La direction a craqué la veille du jour où devait avoir lieu le procès. Elle faisait signer aux employés des contrats sans limitation de durée. L'URSSAF craignait d'être condamnée. Si elle viole la loi, elle la connaît !

Il faut dire que le 19 septembre, déjà, 24 employés en CDD avaient attaqué la direction et gagné en Prud'hommes. Seulement,

comme ces employés avaient déjà quitté l'URSSAF à la date du jugement (leurs contrats étant venus à terme), la direction en avait été quitte en versant des indemnités supplémentaires. Cette fois-ci elle ne s'en est pas tirée à si bon compte : les 15 employés l'avaient prise de vitesse et elle a dû les embaucher définitivement.

Eh oui, l'URSSAF a beau être un organisme « social » (c'est elle qui collecte les fonds patronaux pour la Sécurité sociale), placé sous tutelle ministérielle et employant de nombreux juristes, elle ne s'embarasse guère de la loi. Et pourquoi se gênerait-elle ? Si quelques employés résolus à faire respecter leurs droits ne l'avaient pas attaquée en justice, personne n'aurait même jamais rien su de cette affaire.

Alors évidemment, il est peu probable qu'un jugement suffise à enrayer la volonté délibérée de l'URSSAF d'embaucher sous des

statuts précaires. Il y a peu encore, on pouvait se consoler, à l'URSSAF, des salaires faibles, car on bénéficiait d'une certaine sécurité d'emploi. Aujourd'hui c'est terminé.

« Depuis quelques mois, de nombreux jeunes sont arrivés, presque tous avec des CDD (il y a aussi quelques TUC). A tel point qu'il y a actuellement pratiquement autant d'agents de bureau en CDD (176) que de tels postes dans toute l'URSSAF (200). En outre, la direction semble avoir tiré rapidement les leçons des dernières 39 plaintes en Prud'hommes : elle fait désormais attention à la façon dont sont rédigés les contrats à durée déterminée !

Il n'en reste pas moins que l'embauche de ces 15 employés a été ressentie par le personnel comme une gifflée infligée à la direction. Depuis quelque temps celle-ci accentue sa pression dans tous les domaines : salaires, conditions

Des parents d'élèves en colère

Les parents d'élèves de l'école maternelle de la rue André-del-Sarte, dans le 18^e arrondissement de Paris, sont en colère. Ils ont appris, le 7 octobre, que l'école devait fermer dans les cinq jours et que leurs enfants seraient emmenés tous les matins par minibus dans une école assez éloignée, porte de Champerret.

Cela pose de nombreux problèmes : 1 h 30 de « transport-embarquement-débarquement » par jour pour des enfants de 3 à 5 ans ; cantine obligatoire (ce qui n'est pas le plus économique !), obligation pour les enfants restant à la garderie de se rendre à pied dans une troisième école, etc !

La Ville de Paris a justifié ce déménagement précipité en s'appuyant sur des expertises qui révéleraient que l'école de la rue del Sarte menace de s'écrouler de façon imminente. Or la dernière de ces expertises date du 30 août. Les parents se demandent donc si on a, depuis la rentrée, exposé la vie de leurs enfants ou si le danger n'est pas si imminent que la Mairie veut bien le dire.

Malgré le mutisme des responsables locaux, les parents déclarent : « Nous continuons d'exiger avec la plus grande détermination, les raisons exactes qui poussent les élus à vouloir, à tout prix, fermer l'école en catastrophe ». Et ils ajoutent : « L'assemblée générale des parents d'élèves a décidé d'occuper jour et nuit l'école jusqu'à éclaircissement de cette affaire, et si le péril s'avérait réel, elle exige une solution collective sur le quartier ».

VIA expulseur

Dans le quartier « Choisy » à Paris, VIA Assurances possède de très nombreux immeubles d'habitation, et a décidé d'en vendre quelques-uns.

Tant pis pour les locataires ! Tous les moyens sont bons pour s'en débarrasser.

C'est ainsi qu'une jeune femme, mère de deux enfants, a été menacée d'expulsion en août dernier. Elle payait son loyer mais comme elle avait été au chômage, elle ne pouvait payer l'arriéré des loyers non payés. Qu'à cela ne tienne ! Il fallait qu'elle parte. Un huissier avait déjà pris tous ses meubles et cela n'avait payé qu'un seul loyer.

Alors, le jour où, sans attendre un arrêté de justice, VIA a envoyé quelqu'un pour lui ordonner de « vider les lieux », la jeune femme, poussée à bout, s'est barricadée avec ses enfants et a fait, pendant huit jours, une grève de la faim et de la soif.

Ce geste désespéré a attiré l'attention des journalistes qui ont révélé toute l'histoire.

Aujourd'hui, la jeune femme s'est rétablie physiquement ; elle reste dans son logement, en attendant que le propriétaire se manifeste.

A propos de la réédition des romans d'Howard Fast et d'Arthur Koestler

LE roman *Spartacus*, d'Howard Fast, vient d'être réédité. Il y a deux ans, la mort d'Arthur Koestler avait été l'occasion de la réédition de son roman portant le même titre. Deux livres, donc, inspirés par la même légende de Spartacus. Fast et Koestler, tous deux liés au mouvement communiste, se sont inspirés de l'histoire de cet esclave qui fit trembler la République romaine au faîte de sa puissance. Deux romans pourtant bien différents.

C'EST en 1951 qu'Howard Fast publie aux Etats-Unis son « Spartacus », grâce à une souscription publique car il ne pouvait pas trouver d'éditeur. C'était l'époque de « la chasse aux sorcières », orchestrée par le sénateur Mac Carthy contre les communistes, et Fast était sur la liste noire. L'adaptation du roman au cinéma par Stanley Kubrick, avec l'argent de Kirk Douglas, lui permit de faire connaître largement son roman.

Fast, en peignant la société romaine d'il y a 2000 ans, dénonce le monde des riches parasites, maîtres de la terre et fiers de leur civilisation. C'est un monde corrompu, barbare, rongé de l'intérieur, un monde de maîtres d'esclaves. Les riches Romains sont sûrs d'eux, possèdent la liberté, la richesse, la culture. Ils ont une théorie bien reconfortante : les esclaves ne sont pas des hommes, ce sont des « outils », « doués de parole », il est vrai, mais de la même espèce que les autres « outils », les « semi-parlants », les bœufs, et les « muets », les charrettes. Telle était en effet la théorie de l'agronome romain Varro.

Mais, outre la parole, ces « outils » disposent d'une capacité inattendue : celle de se révolter. Des gladiateurs, ces « bêtes sauvages », spécialement rendus tels par tout un dressage, car leur mort dans l'arène devra faire passer un frisson dans la noble assistance, ont pris la tête de la révolte. La bonne société romaine tremble, non plus de plaisir, mais de peur.

Pourtant des précautions n'avaient-elles pas été prises ? N'avait-on pas enseigné à ces gladiateurs qu'aucune amitié, aucun lien de sympathie ne devait surgir entre eux, pour pouvoir se combattre féroce-ment ? Etre plus féroce que l'adversaire était la condition de leur survie. Mais Spartacus n'a pas joué le jeu et a refusé d'être une bête. Il a su être le frère des autres condamnés. Dans l'arène, un gladiateur refuse de tuer Spartacus et tourne ses armes contre les nobles

romains. La solidarité de ceux qui n'ont rien, de ceux qui ne sont rien, devient leur force. De dizaines, ils deviennent des milliers, puis des centaines de milliers, capables de soulever le monde.

Bien sûr, Fast songe à la toute-puissante Amérique capitaliste, qui a aussi ses parias, les prolétaires modernes... C'est en ce sens qu'il fait déclarer ces mots prophétiques à Spartacus : « Je reviendrai et je serai des millions ». Le livre de Fast est un livre de combat, un appel aux nécessaires révolutions à venir.

TOUT autre était l'objectif de Koestler lorsqu'il rédigea son livre entre 1934 et 1938. La révolution con-

naissait défaits sur défaites. L'URSS aux mains de Staline faisait assassiner toute une génération de révolutionnaires. Koestler collaborait comme journaliste à la presse stalinienne mais il était, personnellement, ébranlé. Son roman reflète les doutes d'une génération qui a connu la révolution, mais aussi sa dégénérescence, et qui a vu tous les problèmes qui peuvent se poser à des révolutionnaires au pouvoir.

Koestler pose plus de questions qu'il n'en résout. Sa seule certitude est qu'il faut transmettre « la coupe propre au suivant ». C'est ce qu'il fait déclarer par Spartacus au général romain victorieux qui lui propose la vie sauve s'il abandonne ses compagnons. Spartacus préfère retourner mourir avec les siens, conscient que c'est la seule façon de maintenir vivante la tradition d'un combat qui doit se transmettre aux générations suivantes.

Le livre de Koestler pose donc bien des questions encore actuelles pour des révolutionnaires. Faute de s'étendre, la révolte de Spartacus est rongée de l'intérieur. Les esclaves au pouvoir peuvent-ils cohabiter en paix avec le monde des maîtres d'esclaves qui

les entoure ? Les compromis sont nécessaires quand on n'a plus ou pas encore la force, mais n'est-ce pas le début de la fin ?

« Dès sa fondation, écrit Koestler, la Cité du Soleil avait été prise entre les mailles invisibles que tissait l'ordre dans le reste du monde et plus jamais elle ne pourrait s'en dégager ». C'est à la Russie de Staline, à l'isolement de la révolution russe, aux professionnels du pouvoir qui se sont installés avec Staline à la tête de l'Etat soviétique et qui ont repris les mêmes vieilles méthodes autocratiques qu'on croyait définitivement abolies, qu'il songe.

« La ville s'élevait entre ses murs rectilignes. Ses lois étaient nouvelles, justes, inexorables. Là-haut sur la colline se dressait la tente de l'Imperator qui les avait promulguées, mais dans un renforcement du mur, près de la porte septentrionale se dressaient aussi les croix pour ceux qui les enfreindraient. Tous les jours des hommes mouraient au nom de l'intérêt commun, maudissant dans leur agonie la tente voilée de pourpre de l'Etat du Soleil ». Telle est une des descriptions désabusées de Koestler. Si la révolution ne s'est pas étendue, faut-il

en conclure qu'on est « au siècle des révolutions avortées » ? Le roman de Koestler, qui abandonna par la suite toute activité militante n'y répond pas, mais est empreint d'un profond pessimisme.

QUOI qu'il en soit, *Spartacus* avait raison de se révolter. Ni le roman de Fast, ni celui de Koestler ne le mettent en doute. La révolution a ses hauts et ses bas, mais elle est de tous les temps. La coupe de la révolte, d'une génération à d'autres, doit se transmettre propre. Les gladiateurs romains ont eu d'innombrables successeurs. Et ils en auront encore.

Cécile BERNIER

Howard Fast : Spartacus. Ed. Encre. Presses de la Cité. 89 F.

Arthur Koestler : Spartacus. Ed. Calmann-Lévy. 69 F.

Le film *Spartacus* de Stanley Kubrick, avec Kirk Douglas, passe actuellement sur les écrans parisiens au cinéma Le Maxe-ville (9^e).

Les révoltes d'esclaves dans la Rome antique

C'est au 2^e siècle avant notre ère que les révoltes d'esclaves se sont succédées, marquant la fin de la République romaine.

Comme tous les peuples de l'Antiquité, les Romains avaient toujours possédé des esclaves. Mais jusque-là, l'esclavage était demeuré un phénomène limité. Employés quasi exclusivement à des tâches domestiques, les esclaves se comptaient par unités au sein d'une même famille.

Les choses changèrent avec le développement des conquêtes de Rome. Cette fois, ce furent les prisonniers capturés sur les champs de bataille en Syrie, en Afrique, en Macédoine ou dans les Gaules qui affluèrent par milliers sur le marché des esclaves.

Les chiffres cités par l'historien Jean-Claude Brissson dans son *Spartacus* (livre Club Diderot) sont impressionnants. En -209, lors de la prise de Tarente (ville de l'Italie du Sud, alliée à Carthage), on vendit 30 000 habitants. En -177 après la répression d'une révolte en Sardaigne, 20 000 Sardes furent vendus à Rome. A la suite de la 3^e guerre de Macédoine, 150 000 Epirotes ont été emmenés en esclavage en -167. L'île grecque de Délos, convertie en port franc par le Sénat romain assurait, selon le géographe grec Strabon, un trafic quotidien de 10 000 esclaves.

C'est ainsi que l'aristocratie

romaine qui avait mis la main sur les terres publiques à la faveur des guerres de la République et dépouillé les petits paysans latins transformés en soldats, trouvèrent une main d'œuvre abondante et peu chère sur le marché et lancèrent de grands élevages dans leurs propriétés. L'emploi de berger était l'un des plus tentants pour utiliser une main d'œuvre peu qualifiée, peu docile peut-être, mais nombreuse ; main d'œuvre d'autant moins chère qu'elle était mal nourrie et réduite le plus souvent au brigandage pour survivre.

Parallèlement, la caste nobiliaire développait un luxe effréné et le nombre des esclaves domestiques se multipliait. Outre la domesticité classique, tout riche romain devait se pourvoir en cuisiniers, coupeurs, danseurs, musiciens... Le marché fournissait aussi des médecins, des poètes, des architectes, des sculpteurs. Une industrie s'était même développée pour former ces esclaves de luxe. Elle était à l'origine de la fortune d'hommes politiques célèbres comme Caton ou Crassus.

C'est dans ce cadre que se développa une industrie un peu particulière, celle des écoles de gladiateurs. Car les jeux du cirque, les combats à mort faisaient désormais partie du luxe, dont l'étalage était nécessaire, entre autre au succès

des campagnes électorales et au prestige social des riches romains.

La révolte des gladiateurs, compagnons de Spartacus, à Capoue, au cœur de la Campanie, la province des latifundia, allait trouver un écho considérable parmi les esclaves des champs, les bergers, les pauvres des riches propriétés. A la différence des esclaves domestiques qui pouvaient espérés être affranchis en échange de leurs bons et loyaux services, ceux des campagnes se savaient les parias. La plupart acceptaient d'autant plus difficilement leur sort qu'ils n'étaient esclaves que de fraîche date et rêvaient de retourner chez eux. C'est ainsi que Spartacus se trouva très vite à la tête d'une armée de plusieurs centaines de milliers de combattants.

Mais la révolte de Spartacus, qui est restée le symbole de la lutte des esclaves, ne fut paradoxalement ni la première, ni même la plus intense de celles qui soulevèrent les esclaves d'Italie.

La première grande vague eut lieu en Sicile, elle dura cinq ans aux alentours de 140-135 avant notre ère. Partis à 400, Eunus et ses compagnons se retrouvèrent à la tête d'une armée de 200 000 combattants au plus fort de leur lutte. Quatre ans plus tard, ils dominaient la majeure partie de la Sicile. Le mouvement gagna

l'île de Délos, le centre du trafic des esclaves, et la Campanie romaine, c'est-à-dire la péninsule italienne. Trois consuls successifs s'acharnèrent à noyer dans le sang l'insurrection.

Trente ans plus tard, toujours en Sicile, la révolte reprit, conduite par Salvius. Cette fois encore, c'était des bergers qui reprenaient la lutte dans divers points de l'île et se concentraient dans les montagnes. Le dernier carré de combattants, faits prisonniers, furent livrés aux jeux du cirque. Plutôt que de donner aux maîtres de Rome le spectacle d'une chasse sanguinaire dans l'arène, ils choisirent de se tuer jusqu'au dernier, affirmant par là leur fierté d'hommes libres malgré leur défaite.

Les deux révoltes de Sicile ne menaçaient que de loin la puissance romaine. Celle de Spartacus ne dura que deux ans (73-71 avant notre ère) mais parcourut toute l'Italie, du Sud au Nord, et fit trembler le monde romain. Les gladiateurs avaient entraîné avec eux les bergers esclaves, mais aussi les paysans pauvres. La répression fut impitoyable. De Rome à Capoue, la route fut jalonnée des croix des suppliciés. La « civilisation » des riches et des oisifs de Rome triomphait et se vengeait par cet holocauste de la peur infligée par Spartacus.

C.B.

Samedi 26 octobre

17 h. A2. Les Carnets de l'Aventure nous entraînent dans les escalades aventureuses de sportifs confirmés, dans les gorges du Verdon puis dans les montagnes de l'extrême-ouest du Canada.

20 h 40. TF1. Téléfilm d'après un roman de Jean Amila : La lune d'Omaha. Un film policier ayant pour cadre la presqu'île du Cotentin et pour héros un ancien soldat du débarquement américain de 1944.

22 h 15. TF1. Droit de réponse de Michel Polac qui lance le débat sur Les arracheurs de dents. Aux dentistes de jouer les patients !

Dimanche 27 octobre

17 h 30. TF1. Les animaux du monde. Marlyse de la Grange présente l'étrange expérience d'un homme qui, pour comprendre les loups, partage leur vie.

19 h 30. TF1. Débat : Laurent Fabius - Jacques Chirac. Quand un ancien ministre rencontre un ministre en place, à cinq mois des élections législatives... Quelles vessies vont-ils bien essayer de nous faire prendre pour des lanternes ?

20 h 35. A2. Musiques au cœur : Régine Crespin. La femme debout. Eve Ruggieri reçoit cette grande cantatrice qui interprétera des extraits de Rossini, Puccini, Bizet, Offenbach, Poulenc, etc.

20 h 50. TF1. Film à suspense : La menace, d'Alain Corneau, avec Yves Montand, Carole Laure, Marie Dubois. Deux femmes pour un riche propriétaire du Médoc... une de trop !

Lundi 28 octobre

11 h 35. A2. Itinéraires : Yolanda. La parole est donnée à une femme péruvienne, qui raconte la vie dans l'un des plus anciens bidonvilles de Lima où vivent 500 000 personnes.

20 h 35. TF1. L'avenir du futur : 2001, l'Odyssée de l'espace, de Stanley Kubrick. Un voyage sidéral sur un cocktail de musique classique, avec une bonne rasade de mysticisme. Rangé parmi les grands classiques, ce film distille surtout beaucoup d'ennui. Le film sera suivi d'un débat sur les projets futuristes des agences mondiales de l'espace.

20 h 35. A2. Version télévisée en deux parties du film de Claude Chabrol : Le sang des autres, d'après le livre du même nom de Simone de Beauvoir. La chronique d'une certaine jeunesse de gauche, à Paris, en 1938 (seconde partie la semaine prochaine).

22 h 50. A2. Première émission d'une série scientifique de huit consacrées au cerveau. Celle-ci est intitulée Le stress de la vie.

Mardi 29 octobre

20 h 35. TF1. Mort sur le Nil, film policier de John Guillermin, avec Peter Ustinov, Jane Birkin,

etc. D'après le roman du même nom d'Agatha Christie.

20 h 35. A2. Le grain de sable, film de Pomme Meffre, avec Michel Aumont et Delphine Seyrig. Une femme se retrouve au chômage après avoir été pendant quinze ans caissière d'un théâtre. Son désarroi, sa solitude...

Mercredi 30 octobre

20 h 35. FR3. Pollen. Emission de variétés, avec une kyrielle d'artistes parmi lesquels Patrick Sébastien, Catherine Lara, Renaud, Alex Métayer...

Jeudi 31 octobre

20 h 35. A2. La revanche, comédie policière de Pierre Lary, avec Annie Girardot et Dominique Labourier. Pour des femmes qui jouent les Arsène Lupin, cela pourrait être plus drôle.

20 h 35. FR3. Théâtre : Six heures au plus tard. Une pièce de Marc Perrier, mise en scène et interprétée par Claude Piéplu, flanqué de Fabrice Eberhard. Un dialogue hors du commun entre un dormeur paisible bousculé dans son sommeil par un automobiliste dont la voiture enfonce le mur de sa chambre !

Vendredi 1^{er} novembre

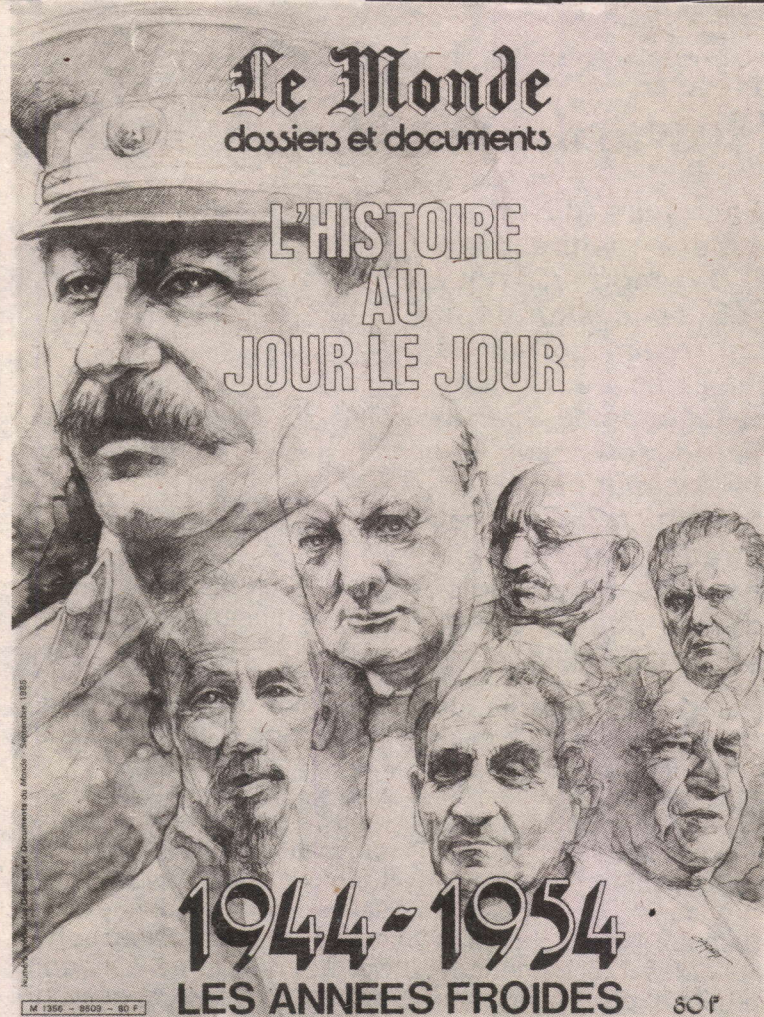
13 h 50. TF1. Téléfilm avec Pierre Fresnay : Tête d'horloge. Ce qu'il peut arriver lorsque toutes les pendules s'arrêtent brusquement et que le temps n'est plus compté !

16 h 45. A2. Georges Brassens, chez lui, à Paris. François Chatelet avait réalisé en 1978, trois ans avant la mort du chanteur, un reportage sur ce dernier où se mêlent récits et chansons. Le voilà rediffusé.

21 h 30. FR3. Vendredi Soir 3 : le magazine d'André Campana s'intitule Salut les patrons ! et présente les portraits de Serge Dassault, et de deux autres de ses compères. Avec en prime un reportage sur Yvon Gattaz, patron des patrons au CNPF, s'entretenant avec Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT. Ce sera certainement là une émission fort instructive !

21 h 55. TF1. Téléfilm réalisé par Jean Prat : Ana Non, d'après le roman du même nom de Agustin Gomez-Arcos (édité par le Livre de Poche). Germaine Montero interprète une femme traversant l'Espagne franquiste pour aller revoir, avant de mourir, le seul fils qui lui reste depuis la guerre civile, et qui est emprisonné depuis trente ans. Un parcours dur au cours duquel elle passe de la résignation au refus.

23 h 50. A2. Ciné-Club, Cycle des années 1960. Le film présenté est Une aussi longue absence, de Henri Colpi, avec Alida Vali et Georges Wilson. Après la dernière guerre, une femme croit reconnaître son mari, porté disparu, dans un clochard amnésique.



Le Monde «dossiers et documents» vient d'entreprendre la publication de L'Histoire au jour le jour. Présentée en quatre cahiers grand format, cette histoire couvrira la période 1944-1985.

Le premier volume paru porte en sous-titre les années froides. Il débute en juin 1944 et se termine dix ans plus tard, en 1954, année de la fin de la guerre d'Indochine et du début de celle d'Algérie.

Les textes sont classés en plusieurs rubriques : relations internationales, France, diverses parties du monde (Europe de l'Ouest et de l'Est, Asie, Amérique du Nord et latine, Moyen-Orient, Afrique, Océanie). Chacune des rubriques comporte des chronologies détaillées, rappelant tous les événements de quelque importance, ainsi que les articles du Monde ayant trait aux principaux d'entre eux.

La plupart des textes, et certainement les plus intéressants, n'ont pas été écrits à chaud, lorsque les faits se déroulaient, mais des années après, à l'occasion d'anniversaires ou lorsque le rappel du passé pouvait éclairer les événements d'actualité.

Sous la plume des principaux journalistes ou collaborateurs du Monde, tels Robert Guillaud pour l'Asie, Eric Rouleau pour le Moyen-

Orient, Marcel Niedergang pour l'Amérique latine et centrale... l'ouvrage donne donc un tableau assez complet de la période. Il y a tout de même quelques déséquilibres dans l'importance accordée aux événements présentés. Le soulèvement populaire de Berlin de juin 1953, par exemple, est rappelé seulement par un tout petit article. Rien sur la guerre civile grecque de 1946-1949, rien non plus sur les grèves en France durant l'année 1948.

Mais dans l'ensemble, cet ouvrage, difficile bien sûr à lire d'une seule traite, a tout de même un intérêt certain. Sous un éclairage libéral, il donne des analyses, des témoignages, des descriptions souvent intéressantes des événements qui marquèrent les dix années qui suivirent la fin de la Seconde Guerre mondiale.

G.L.
L'Histoire au jour le jour. Le Monde dossiers et documents 200 pages. 80 F.

« La vie quotidienne en Nouvelle-Calédonie de 1850 à nos jours »

de Jacqueline Sénès

Nourriture, vêtement, logement, pas un bouton de guêtre pourrait-on dire, ne manque dans le livre de Jacqueline Sénès sur la Nouvelle-Calédonie. Et c'est intéressant... comme une nomenclature. Avec lexique à la fin pour comprendre les termes caldoches et canaques. Et un petit mot — plutôt gentil quel que soit leur bord — sur chacun des hommes politiques

passés ou actuels qui firent l'histoire de cette colonie.

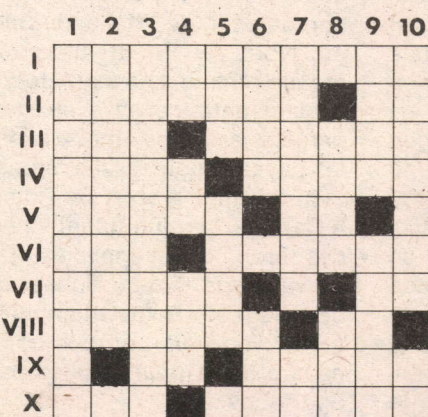
Mais l'histoire justement, il n'y en a pas. Bien sûr, l'auteur ne prétend pas écrire l'histoire des périodes qu'elle traite. Mais quand tout voisine, sur le même plan, la colonisation comme les détails les plus insignifiants, on a l'impression de contempler une collection exotique.

Vraiment, il y a loin entre cette Vie quotidienne en Nouvelle-Calédonie et l'histoire que les peuples — en particulier le peuple canaque — n'écrivent peut-être pas toujours, mais vivent et font.

Nelly Meyer

La vie quotidienne en Nouvelle-Calédonie de 1850 à nos jours, de Jacqueline Senes.

Mots croisés



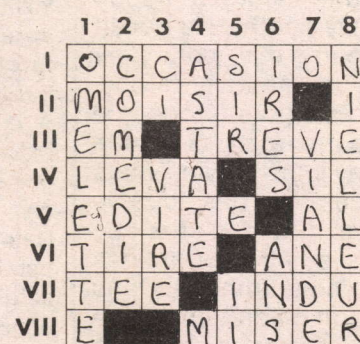
HORIZONTALEMENT

I. Obéir. II. Couvre pied. Règle. II. A blanc, il est inoffensif. Un compère dont on préfère se passer. IV. Une question de Hamlet. Négation. V. Cocaïne. Début d'une suite. VI. Connut. Poisson vorace. VII. Descend des Alpes. Liquide, quand il est noir. VIII. Pour jouer on la tape. Lettre grecque. IX. Mesure chinoise. Pincée de tabac. X. Période. Les singes s'y accrochent, dit-on.

VERTICALEMENT

1. Patente. 2. Elle manque d'aplomb. 3. Espèce de mollusque. 4. Article étranger. Pas tout à fait égal. Voué à l'échec. 5. Plante. Envoie. 6. Paysan pauvre. Trouble la chevelure. 7. Fautes. Soleil d'Egypte. 8. On ne peut jamais l'acquiescer. Il a sa pomme. 9. Collège BCBG. Mieux vaut être sûr de soi pour la chercher. 10. Dépouiller. Préposition.

Solution du numéro précédent





« Papa est en voyage d'affaires »

d'Emil Kusturica

Nous sommes à Sarajevo, au cœur de la Yougoslavie, en 1950. A l'époque, la querelle entre l'URSS de Staline et la Yougoslavie de Tito éclate au grand jour. Le « titisme » est condamné par le « mouvement communiste international » autrement dit par les PC du monde entier.

En Yougoslavie même, les partisans de Staline, très minoritaires, sont pourchassés, emprisonnés, déportés. Il suffit parfois d'un soupçon pour se retrouver bagnard dans une mine. Les bureaucrates de Yougoslavie et ceux d'Union Soviétique se valent bien à ce point de vue.

Le héros du film, Mesa, un petit bureaucrate du Parti Communiste, appartenant à la communauté musulmane de Sarajevo, n'apprécie pas, comme il se doit, une célèbre caricature antistalinienne parue à l'époque

dans la presse. On y voit Karl Marx écrivant, avec un portrait de Staline accroché au mur. « Ils exagèrent » soupire Mesa. C'est peu, mais cela lui vaut tout de même de partir durant deux ans, d'abord dans une mine comme prisonnier, ensuite en semi-liberté, avant de pouvoir regagner sa ville natale en 1952. Mais pour la famille, pour les voisins, pour les gosses surtout, « papa est en voyage d'affaires... ». Ce qui du reste ne trompe personne.

Cependant il ne s'agit pas à proprement parler d'un film politique. Il s'agit de la description du comportement d'une famille qui se débat comme elle peut, qui subit les contrecoups du régime policier. Le père, Mesa, admiré, adoré par ses deux enfants, est futile et léger, croqueur de vie et de femmes, parfaite crapule à l'occasion. Son beau-frère est un bureaucrate-policier sans scrupule : il convoite

la même femme que Mesa. Et c'est pour se débarrasser d'un rival qu'il envoie celui-ci au bain ! Le monde des adultes est écœurant, plein de petites gens. Il n'y a que la femme de Mesa, qui courageuse, fait front et reste digne.

Et puis il y a les deux gosses, et tout particulièrement le petit Malik. C'est lui d'ailleurs qui nous raconte le film. C'est avec ses yeux que nous voyons le monde qui l'entoure. Il comprend bien des choses, pas tout peut-être, mais bien davantage que les adultes ne l'imaginent. C'est grâce à sa candeur enfantine que le film a une telle fraîcheur. Il décrit la vie qui va, les souffrances, les joies, les médiocrités des adultes.

On n'a pas tous les jours l'occasion d'apprécier le regard de l'enfance. Alors, allez voir « papa est en voyage d'affaires ».

E. LEVENT

« On ne meurt que deux fois »

avec Michel Serrault et Charlotte Rampling

Un homme est retrouvé assassiné par un petit matin d'hiver, le long d'une voie ferrée. Crime crapuleux de vagabond, ce qui simplifierait bien les choses pour la police ? Ou bien l'affaire est-elle plus compliquée ? Michel Serrault veut savoir et entreprend une lente mais tenace quête de la vérité.

Qui est la victime ? Quel était cet homme venu d'un milieu où l'on porte des guêtres de daim gris ? Plus que de savoir qui l'a tué, c'est à la question du « pourquoi » que Serrault s'attache, remontant le temps, pénétrant la vie du mort, décidé pour comprendre à marcher dans ses traces jusqu'au bout...

Sur une intrigue somme toute assez mince, le réalisateur a bâti, avec tous les ingrédients du genre, un film policier réussi. Il faut dire que les talents de Charlotte Rampling et surtout de Michel Serrault y sont pour beaucoup, de même que les dialogues de Michel Audiard. Ceux-ci, empreints



d'une ironie grinçante, effectuent un décalage cocasse entre le monde très ordinaire d'un « sale con de flic » et celui, sophistiqué, d'une femme très belle et très « vénéneuse ». Personne ne sait exactement quand le policier est dupe de

ce monde inquiétant dans lequel il pénètre et quand il ne l'est pas. Mais peu importe. L'histoire est racontée avec une telle dextérité et Michel Serrault est un guide si expert que le spectateur ne peut s'empêcher de les suivre. L.P.

Sélection cinéma dans les salles parisiennes

Films récents...

ALAMO BAY. de Louis Malle.

Dans un port du Texas, des réfugiés vietnamiens, en concurrence avec des petits Blancs dans leurs activités de pêche, sont en butte au racisme. Inspiré de faits réels.

Quintette 5° (vo). Monte Carlo 8° (vo). Français 9°. Sept Parnassiens 14° (vo).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE.

de Woody Allen.

Une jeune femme rêveuse et sensible s'évade de la vie quotidienne en vivant une idylle avec son héros de cinéma sorti de l'écran.

Paramount Odéon 6° (vo). Gaumont Ambassade 8° (vo).

UN FAUTEUIL POUR DEUX.

de John Landis, avec Eddie Murphy.

A la suite d'un pari, un jeune chômeur noir se trouve propulsé à la tête d'un empire financier. Une farce désopilante à propos de l'inné et de l'acquis.

Marignan 8° (vo).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN.

de Coline Serreau.

Trois machos transformés en mères-poules par l'arrivée inopinée d'un bébé dans un couffin.

Forum Orient Express 1°. Gaumont Richelieu 2°. Hautefeuille 6°. Publicis St-Germain 6°. Gaumont Ambassade 8°. George V 8°. St-Lazare Pasquier 8°. Français 9°. Athéna 12°. UGC Gare de Lyon 12°. Fauvette 13°. Mistral 14°. Montparnos 14°. Sept Parnassiens 14°. Gaumont Convention 15°. 14 Juillet 15°. Mayfair 16°. Clichy Pathé 18°. Gambetta 20°.

LA FORÊT D'EMERAUDE. de John Boorman.

Un conte écologique dans la forêt amazonienne, rongée par la civilisation industrielle.

Capri 2°. République Cinéma 11° (vo). Paramount Montparnasse 14° (vo).

... et moins récents

LE BAL DES MAUDITS. avec Marlon Brando, Dean Martin et Montgomery Clift.

Une dénonciation de la guerre au travers du destin de trois soldats : un allemand et deux américains.

Reflète Logos 5° (vo).

QU'EST-IL ARRIVÉ A BABY JANE ?

de Robert Aldrich.

L'histoire des rapports de haine et de passion entre deux sœurs. Un film émouvant.

Trois Luxembourg 6°.

LA MÉGÈRE APPRIVOISÉE.

de Franco Zeffirelli.

Un grand classique, d'après l'œuvre de Shakespeare.

Action Christine 6° (vo).

AMADEUS.

de Milos Forman.

Le conflit imaginaire entre Mozart, le génie farceur et trop gai, et Antonio Salieri, le compositeur officiel sombre et jaloux. Les deux portraits sont remarquables. Et il y a de la belle musique.

Vendôme 2° (vo). Panthéon 5° (vo). Lucernaire 6° (vo). George V 8° (vo).

DOCTEUR FOLAMOUR. de Stanley Kubrick.

Quand un général américain névrosé déclenche une opération militaire contre la Russie.

Action Rive Gauche 5° (vo).

CITIZEN KANE.

d'Orson Welles.

Le portrait impitoyable d'un magnat de la presse.

Action Ecoles 5° (vo).

« Rambo II, la mission »...

... les fantasmes impérialistes à l'écran

On a inventé un nouveau terme, la « Rambomanie » pour décrire la frénésie qui aurait accompagné la sortie du film « Rambo II » aux USA. Le virus a même atteint Reagan qui a vu dans cette « bête à tuer » un missionnaire du « monde libre ». A la libération des passagers du navire italien détourné par un commando palestinien, le président américain a même lancé ce cri du cœur : « la prochaine fois, j'enverrai Rambo » — qui tendrait à prouver qu'il confond encore la Maison Blanche avec un plateau d'Hollywood.

La « Rambomanie », en tout cas, déferle aujourd'hui sur l'Europe. Les salles ne désemplassent pas, et en France le film bat les records d'affluence. Le réalisateur qui a mijoté ce brouet raciste et anti-communiste a mêlé savamment quelques ingrédients du succès. D'abord un acteur populaire tout droit sorti des salles de cultisme : Sylvester Stallone, pour incarner le héros. Ensuite un scénario qui sans avoir le mérite de l'originalité, a au moins celui de la simplicité, pour ne pas dire de la débilité.

Qu'importe d'ailleurs l'histoire, puisqu'à la fin Rambo, celui que rien ne peut arrêter, gagne ; d'abord bien sûr contre les Vietnamiens tortionnaires ou les bourreaux russes. Mais il se mesure aussi aux « mauvais éléments » de l'administration américaine, à ces hypertrophiés du cerveau aux bras mous qui, ne comprenant pas que seule la force compte, ont pourri l'âme de la libre Amérique, poignardé dans le dos des milliers de « boys » qui allaient, l'âme claire, combattre la pieuvre communiste dans les rizières du Sud-Est asiatique !

Bref, Rambo, armé de sa seule petite tête et de ses gros biceps, sauve notre beau monde libre ; pour ceux qui n'auraient pas compris — et c'est difficile après un tel matraquage — la civilisation se trouve bien sûr du côté de la bannière américaine et de ses baroudeurs au grand cœur à la Reagan — pardon, à la Rambo — qui désormais font la guerre, pas l'amour. A vrai dire, on préfère en effet qu'ils ne se reproduisent pas.

les sandinistes prennent le risque de se rendre impopulaires

Le Nicaragua connaît actuellement de nombreuses difficultés, pour l'essentiel dûes à la guerre que l'impérialisme américain n'ose pas mener ouvertement mais qu'il entretient sur les frontières en finançant des bandes de mercenaires, et à la situation économique du pays.

C'est dans ces conditions que, mardi 15 octobre, le gouvernement sandiniste a suspendu les libertés publiques : droit de circulation, liberté de la presse, d'expression des différents partis politiques, mais aussi le droit de grève.

Car il faut dire que, dans ce pays en guerre, il était possible de circuler librement, il était possible aux journaux d'opposition comme *La Prensa* de publier des attaques sans retenues contre le régime, de réclamer ouvertement la participation des « *contras* » — les bandes de mercenaires, anciens gardes de la dictature somoziste déchue en 1979 — à un gouvernement d'union nationale ; et, en novembre dernier, pour la première fois dans l'histoire du pays, des élections générales ont eu lieu.

Mais que tout cela soit possible dans un pays en guerre, ce n'est pas ce qui surprend les « démocrates » bien pensants qui sévissent dans la presse française. Depuis une semaine, le ton est plutôt à la dénonciation de ces « *dictateurs* » qui seraient au pouvoir au Nicaragua. La presse bourgeoise française emboîte le pas à Reagan qui a sauté sur l'occasion pour déclarer qu'il s'agissait là d'« *un nouveau pas vers l'instauration d'un Etat totalitaire* ».

Sous le titre éloquent de « *Plus de floritures* », *Libération* du 17 octobre écrit : « *Mais, en fait, l'idéal des sandinistes n'a jamais été une démocratie de type occidental. Cuba reste leur modèle* ». Quant au *Monde*, dans un éditorial intitulé : « *Sandinisme : suicide, mode d'emploi* », il ne cesse de donner des mauvais points au régime de Managua pour les « *pas de clerc* » qui donnent raison « *aux*

faucons de Washington »... Ces démocrates préféreraient sans doute que le régime nicaraguayen reste « démocratique », du moins comme eux l'entendent, c'est-à-dire du « type occidental », pour pouvoir écrire des éditoriaux navrés le jour où il serait renversé... Quant au gouvernement français, qui serait, paraît-il, ami du Nicaragua — ami tout platonique qui ne lève pas le petit doigt pour aider ce petit pays en proie aux plus grandes difficultés d'approvisionnement — il « *déplore* » les mesures décidées par les sandinistes, mesures « *qui vont à l'encontre des principes démocratiques* ». Il est vrai que les saboteurs de navires pacifistes, les expulseurs d'usines occupées qui siègent à Paris s'y connaissent en matière de principes démocratiques !

Le Nicaragua est un pays pauvre et assiégé. Depuis mai dernier, le gouvernement américain a décidé un embargo qui prive l'économie du Nicaragua de ses débouchés naturels vers l'Amérique du Nord. Si des exportations de substitution ont pu être trouvées, cela ne règle pas le problème des approvisionnements, en particulier les pièces de rechange des machines agricoles, des équipements hospitaliers, des différents moyens de transport, matériel en provenance des Etats-Unis. A Managua, ville d'un million d'habitants, la moitié du parc d'autobus est hors d'usage

faute de pièces de rechange !

La guerre que mènent aux frontières les « *Contras* » avec des incursions meurtrières dans le nord du pays, si elle ne se traduit pas par des succès militaires décisifs pour les mercenaires, cause cependant des destructions importantes et contraint le Nicaragua à consacrer la moitié de son budget à la Défense... Sans compter que cette guerre d'usure prive l'industrie et l'agriculture de bras indis-

pensables.

Alors, bien sûr, le mécontentement grandit dans la population, et c'est là-dessus que compte l'impérialisme américain qui, réculant pour l'heure devant une guerre directe contre le Nicaragua, tant que la population fait bloc derrière les sandinistes et est prête à défendre le régime les armes à la main, attend que les innombrables difficultés qu'il crée au pays provoquent des fissures, voire des cassures dans la population.

C'est de ce point de vue qu'on peut tenter de juger la politique des dirigeants sandinistes, et non du point de vue de la « *démocratie* » telle que la conçoivent les affameurs impérialistes.

Car le gouvernement du Nicaragua ne s'est pas contenté de prendre des mesures restreignant les libertés de la presse d'opposition, qui représente les intérêts de cette majorité de la bourgeoisie nicaraguayenne qui, depuis le départ de

Mais la politique des sandinistes suscite un mécontentement dans la population et, en particulier, dans la classe ouvrière. Et, lorsque les sandinistes, en même

Rebelo du gouvernement, en 1980, mène une guerre d'usure contre le régime, sabotant l'économie, spéculant, faisant franchir les frontières aux machines et aux capitaux.

temps qu'ils musèlent d'un côté la presse et les partis de la bourgeoisie, interdisent de l'autre le droit de grève, c'est d'une fausse balance qu'il s'agit.

Car la bourgeoisie nicaraguayenne vit bien. Sans doute pas assez à son gré, mais ce sont de véritables fortunes qui s'érigent dans ce pays pauvre. Depuis plus d'un an, les prix ont flambé du fait de la suppression de la plupart des subventions gouvernementales aux produits de base. Pour la population, cela se traduit par une baisse importante de son pouvoir d'achat. Mais la bourgeoisie, elle, spéculé sur le marché parallèle, importe et exporte clandestinement, se procure des dollars aux dépens de l'économie nationale. Et cette situation a été grandement favorisée par les dirigeants sandinistes qui n'ont pas lésiné sur les subventions à l'industrie, théoriquement destinées aux investissements, en fait alimentant les circuits spéculatifs.

Dans les campagnes, la réforme agraire — que les sandinistes ont tout de même mis trois ans à promouvoir — a attaché profondément les paysans au régime. Pour l'instant, cet appui constitue sa seule force.

A la ville, au contraire, la classe ouvrière supporte tout le poids des difficultés. Tout le poids parce que, non seulement elle est victime de l'emballlement des prix provoqué par les spéculations de la bourgeoisie, mais encore parce que c'est vers elle que se retourne le régime pour dégager les finances que les bourgeois — ceux du Nicaragua, mais surtout ceux des pays impérialistes — lui refusent. Car, comme tous les pays pauvres, le Nicaragua est un pays endetté, et plus de la moitié des revenus de ses exportations est consacrée au

service de la dette.

Que le régime sandiniste s'en prenne aussi au droit d'expression des travailleurs n'est pas pour surprendre. Le droit de grève avait été interdit pendant trois ans, et rétabli seulement depuis les élections générales de novembre dernier.

Les sandinistes n'ont d'ailleurs jamais prétendu être les porte-parole de la classe ouvrière. Leur objectif était de construire un régime démocratique, avec une amélioration du sort de la population, mais basé sur la cohabitation pacifique des différentes classes sociales. « *Plus que développer la lutte entre le capitalisme et le socialisme (...) nous avons levé le drapeau de l'unité de tout le peuple contre la dictature, et cela a automatiquement conféré au processus de transformation des aspects assez particuliers, et qui nous limitaient peut-être autant que ceux que nous avions trouvés sur le terrain de l'infrastructure socio-économique* », expliquait Jaime Wheelock, un des principaux dirigeants sandinistes, dans un livre sur la réforme agraire cité par la revue trotskyste *Inprecor*.

Mais cet objectif, aussi limité soit-il, les dirigeants américains ne sont pas prêts à le tolérer, et ils font payer très cher au peuple nicaraguayen le fait de s'être donné un régime qui ne soit pas à la botte de l'impérialisme.

Dans ces conditions, interdire l'expression des travailleurs, interdire le droit de grève — mesure qui a fait pièce à une grève des ouvriers du bâtiment réclamant des augmentations de salaires, c'est, de la part des sandinistes, prendre le risque de perdre le soutien populaire qui reste son seul atout.

Jean-Jacques FRANQUIER

Solidarité avec le Nicaragua

Communiqué

Nous avons reçu du Comité de solidarité avec le Nicaragua un communiqué qui, après avoir fait le point des difficultés que connaît aujourd'hui le pays, lance un appel à la solidarité pour aider à la survie matérielle de la révolution au Nicaragua. Nous publions ci-dessous un extrait de ce communiqué.

« Le Nicaragua ne peut survivre face au harcèlement de l'impérialisme sans l'aide et la solidarité de tous.

C'est dans ce sens qu'un appel a été lancé à la communauté internationale pour impulser une grande campagne : « Le Nicaragua doit survivre ». En France, seize organisations, dont le Comité de solidarité, ont décidé de reprendre cet appel et se sont constituées en « Collectif Nicaragua ».

Matériel de santé, matériel d'éducation, outillage, pièces de rechange, tout manque aujourd'hui au Nicaragua.

Le Collectif Nicaragua édite des petits dépliants indiquant dans chaque domaine ce qu'il est nécessaire de récolter. Associations, syndicats, partis, tous les secteurs de la population française doivent être mis à contribution. Le matériel sera acheminé au Nicaragua par avion et par bateau à partir de décembre. »

Avec l'accord des dirigeants sandinistes, une campagne internationale de solidarité avec le Nicaragua est lancée qui doit se traduire par l'envoi d'équipements dont le besoin se fait cruellement sentir dans ce pays pauvre, pratiquement assiégé par l'impérialisme américain qui a décrété, en mai 1985, un blocus de ses relations économiques avec le Nicaragua.

Dans les conditions précaires que connaît ce petit pays — le Nicaragua ne compte pas plus de trois millions d'habitants —, les équipements que peut procurer la solidarité internationale sont des choses qui peuvent compter.

Qui peuvent compter pour desserrer un peu l'étau dans lequel les dirigeants des Etats-Unis veulent enfermer le Nicaragua. Pour apporter un bol d'oxygène sur le plan matériel, et c'est bien sûr important.

Mais aucune aide matérielle ne peut donner une issue à la situation dans laquelle se trouve réduit le Nicaragua.

Cette issue ne pourrait être que révolutionnaire. Et seul le prolé-

ariat aurait pu en être l'artisan. Car seule la révolution sociale aurait pu provoquer la contagion révolutionnaire à d'autres pays d'Amérique centrale, d'Amérique du Sud, d'Amérique du Nord, et paralyser les dirigeants américains.

Les peuples d'Amérique centrale ont toutes les raisons de rejoindre le combat que mène la population nicaraguayenne. Certains le mènent déjà, comme au Salvador ou au Guatemala. Et c'est dans tous les pays d'Amérique latine que la haine des peuples pour l'impérialisme américain peut donner naissance à des situations explosives. Aux Etats-Unis mêmes, les travailleurs d'origine sud-américaine font partie de la fraction la plus exploitée du prolétariat.

Mais la révolution qu'ont dirigée les sandinistes, ils l'ont voulue strictement nationale. Ils ont multiplié les engagements auprès de l'impérialisme et des dictatures latino-américaines de ne chercher à l'étendre.

La révolution, comme la contre-révolution, ne peut pas être nationale. Sa seule chance de survie,

c'est de s'étendre, pour créer un rapport de forces qui lui soit favorable face à l'impérialisme, et se donner les moyens d'abattre l'impérialisme lui-même dans ses bastions. L'impérialisme vit de la pauvreté des pays pauvres. Entre lui et les pays pauvres qui se révoltent, c'est une guerre à mort, de toute façon.

Bien sûr, il ne dépendait pas seulement des dirigeants sandinistes que la révolution s'étende hors du Nicaragua. Mais ils n'ont pas cherché à le faire dès les premiers jours. Au contraire, leur alliance avec les représentants de la bourgeoisie anti-somoziste a fixé d'emblée les limites sociales et nationales de la révolution qu'ils avaient entreprise.

Il reste qu'aujourd'hui la population du Nicaragua paye le prix fort pour avoir osé se donner le régime qu'elle voulait, et non un régime à la botte des Etats-Unis.

Ce régime fait appel à l'aide internationale pour la survie, concrète du pays. Et cette aide, il n'est pas question de la lui mégoter.

J.J.F.